

Note d'Initiative OSC – NIONG

Projet de terrain

- **Projet monopays ou**
- X** **Projet multipays ou**
- **Convention programme (CP) ou**
- **Convention de partenariat pluriannuel (CPP) ou**
- **PCPA**

Titre du projet : Rendre l'Entrepreneuriat Accessible à Chacun.e (REACH)

Nom de l'OSC : Groupe SOS PULSE (PULSE)

Localisation : Afrique du Sud, Sénégal

Nom de la référente projet, fonction dans l'association et coordonnées :
Kelly ROBIN, Directrice Générale Adjointe de PULSE,
kelly.robin@pulse-group.org

Date de rédaction de la présente note : 30 novembre 2022

Le cas échéant, date de la présente note s'il s'agit d'une nouvelle version :

TABLE DES MATIERES

I. LOCALISATION DU PROJET	7
II. INFORMATIONS DU PROJET	9
III. CONTEXTE ET ENJEUX DU PROJET	9
IV. CONTENU DU PROJET.....	15
V. STRATEGIE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DES PARTENAIRES.....	29
VI. RISQUES ET PERENNITE DU PROJET	31
VII. COMMUNICATION ET VISIBILITE	33
VIII. COMMENTAIRES EVENTUELS RELATIFS AU Budget prévisionnel	34
Annexe 1 : CADRE LOGIQUE	35
Annexe 2 : FICHES DE RENSEIGNEMENT RELATIVE AUX PARTENAIRES	47
Annexe 3 : SYNTHESE DE LA DERNIERE EVALUATION REALISEE	54
Annexe 4 : FICHES « VOLET PAYS » POUR LES projets multi-pays.....	56
Annexe 5 : CARTE(S) ET AUTRE(S) DOCUMENT(S) JUGE(S) PERTINENT(S) PAR l'OSC (études, schémas, compléments de dossier technique, etc.)	62
Annexe 6 : LISTE DES PARTENAIRES OU PARTIES-PRENANTES BENEFICIAIRES DE RETROCESSIONS DE PREMIER ET SECOND NIVEAU	63
Annexe 7 : QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DU RISQUE FIDUCIAIRE ET du dispositif de lutte contre le financement du terrorisme, LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.....	64

A. NOTE DE TRANSPARENCE



Nom de l'association	GROUPE SOS Pulse (PULSE)
Site internet	https://www.pulse-group.org/

Nom du projet – Libellé court :	REACH
Nom du projet– Libellé long :	<i>Rendre l'Entrepreneuriat Accessible à Chacun.e</i>
Lieu d'intervention	Le projet se déroulera au Sénégal dans la région de la Casamance (Ziguinchor, Sédhiou et Kolda) et en Afrique du Sud , dans les townships et zones rurales du Cap Occidental et de la province de Gauteng, ainsi qu'au Cap (bureaux d'Oribi) et à Johannesburg.
Type de projet	Projet de terrain
Numéro de la phase si récurrence	Phase 1
Thématique(s) principale(s)	Renforcement de compétences ; Entrepreneuriat Social ; Economie Sociale et Solidaire ; Insertion socio-professionnelle ; Autonomisation des femmes et des jeunes

Principaux partenaires du projet	Oribi (Afrique du Sud), Jogiëf, Université Virtuelle du Sénégal (Sénégal), PLAY International
----------------------------------	---

Objectifs	<p>Objectif global : Renforcer l'accès à l'entrepreneuriat social des femmes et des jeunes résidant dans des territoires marginalisés du Sénégal et d'Afrique du Sud.</p> <p>Objectif spécifique 1 - Permettre l'émergence d'un écosystème plus inclusif et sensibilisé aux opportunités que l'entrepreneuriat social ouvre aux femmes et aux jeunes des zones marginalisées</p> <p>Objectif spécifique 2 - Soutenir la création et le développement de projets à impact social ou environnemental portés par des femmes et des jeunes issus de zones marginalisées.</p>
-----------	---

Présentation du projet :

Principaux enjeux/défis auxquels le projet entend répondre et principaux constats liés au diagnostic réalisé en amont : REACH souhaite répondre au défi de l'intégration des femmes et des jeunes, particulièrement issus de zones marginalisées, aux marchés de l'emploi sénégalais et sud-africain en utilisant l'entrepreneuriat social (ES) comme levier.

Compétences, expériences et expertise de votre OSC et des partenaires impliqués pour y répondre : PULSE, OSC porteuse du projet, mettra à disposition des partenaires ses expertises de gestion, de communication et de pédagogie. Jogiëf est un incubateur pour la jeunesse en Casamance cogéré par PULSE et l'**Université Virtuelle du Sénégal** (UVS), une université publique sénégalaise présente dans 14 capitales régionales du Sénégal via son réseau d'ENO (Espaces Numériques Ouverts). **Oribi** est une organisation à but non lucratif sud-africaine soutenant des porteurs de projets en Afrique du Sud. L'expertise de **PLAY International** sera mobilisée sur l'adaptation des contenus pédagogiques pour les rendre accessibles aux plus jeunes et vulnérables.

Historique et genèse du projet : Le présent projet puise ses origines dans les ambitions et expertises respectives de Jógjêf et Oribi, ayant véritablement inscrit l'accessibilité à l'entrepreneuriat social de publics qui en sont éloignés dans leur ADN, que PULSE a trouvé pertinent de faire dialoguer.

Principaux impacts visés au terme de cette phase (quantitatifs et qualitatifs) : Au terme de cette phase (juin 2026), le projet vise à avoir un impact positif sur le pourcentage de femmes ainsi que de jeunes (âgés entre 18 et 34 ans) engagés dans une activité entrepreneuriale au Sénégal et en Afrique du Sud.

OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : Permettre l'émergence d'un écosystème plus inclusif et sensibilisé aux opportunités que l'entrepreneuriat social ouvre aux femmes et aux jeunes des zones marginalisées

Principaux enjeux : Agir sur les acteurs des écosystèmes entrepreneuriaux gravitant autour des questions de l'accessibilité à l'ES des femmes et des jeunes, notamment dans les zones marginalisées du Sénégal et de l'Afrique du Sud.

Résultat 1.1 : Les structures d'accompagnement (SA) partenaires sont mieux outillées dans l'affinement de leur positionnement en tant que structures d'accompagnement inclusives.

Principales activités prévues : 1. Mise à jour des diagnostics des besoins de l'écosystème ; 2. Co-crédation de contenus pédagogiques et de méthodes d'accompagnement innovants sensibles aux enjeux de genre et des jeunes ; 3. Organisation de visites d'études et de sessions d'échange de bonnes pratiques

Principaux indicateurs de suivi des activités et cibles visées : 2 rapports de diagnostic mis à jour ou créés - cibles : le personnel des SA partenaires ; Au moins 6 outils d'accompagnement créés ou mis à jour - cibles : le personnel des SA partenaires ; visites d'études entre le Sénégal et l'Afrique du Sud - cibles : le personnel des SA partenaires ; 6 réunions de capitalisation croisées - cibles : le personnel des SA partenaires

Principal indicateur de résultat attendu : 6 adaptations méthodologiques vers plus d'inclusivité dans l'accompagnement des SA

Résultat 1.2 : Les SA partenaires essaient leur méthodologie de sensibilisation et d'accompagnement à l'entrepreneuriat social vers de nouveaux partenaires et territoires.

Principales activités prévues : 1. Identification et cartographie des OSC intermédiaires ; 2. Conception de parcours de formation à l'ES à leur destination ; 3. Formation de 50 OSC à la sensibilisation de leurs bénéficiaires à l'ES ; 4. Ouverture d'antennes en Casamance par Jógjêf et déploiement de nouvelles actions par Oribi hors de la ville du Cap.

Principaux indicateurs de suivi des activités et cibles visées : 2 cartographies créées - cibles : le personnel des SA ; 2 parcours de formation conçus - cibles : 40 OSC intermédiaires ; 2 nouvelles antennes créées par Jógjêf en Casamance ; 6 programmes déployés par Oribi hors de la ville du Cap.

Principal indicateur de résultat attendu : 1400 femmes et jeunes sont sensibilisés à l'ES par les OSC intermédiaires formées.

Résultat 1.3 : La reconnaissance de l'ES (notamment par les pouvoirs publics) en tant qu'opportunité d'intégration sociale et économique des femmes et des jeunes de zones marginalisées est renforcée.

Principales activités prévues : 1. Mise en place, en lien avec des partenaires universitaires, d'une stratégie robuste et inclusive de mesure de l'impact et de valorisation du projet ; 2. Définition et activation d'une stratégie de promotion d'un ES inclusif ; 3. Publication et diffusion de contenus sur l'ES inclusif et sur les résultats du projet REACH

Principaux indicateurs de suivi des activités et cibles visées : 2 systèmes de mesure d'impact créés ou améliorés, et déployés - cibles : le personnel des SA partenaires ; participations à des événements et groupes de travail pour promouvoir un ES inclusif - cibles : acteurs de l'écosystème de l'ES ; 10 rapports et contenus produits et diffusés - cibles : acteurs de l'écosystème de l'ES et grand public ; 60 partenaires relayant les rapports et contenus produits - cibles : acteurs de l'écosystème de l'ES.

Principal indicateur de résultat attendu : 200 acteurs de l'écosystème (dont 20 d'acteurs publics) sont touchés par les actions des SA partenaires de valorisation et de communication en faveur d'un ES inclusif.

OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : Soutenir la création et le développement de projets à impact social ou environnemental portés par des femmes et des jeunes issus de zones marginalisées.

Principaux enjeux : Agir directement auprès des publics ciblés (femmes, jeunes, et/ou personnes issues de zones marginalisées), en capitalisant sur l'expérience et l'adaptation de la méthodologie de *sourcing* et d'accompagnement des SA partenaires.

Résultat 2.1 : Des femmes et des jeunes développent leur esprit entrepreneurial et sont encouragés dans l'émergence de leur projet à impact

<p><u>Principales activités prévues</u> : 1. Sessions de sensibilisation à l'ES par Jógjēf et Oribi ; 2. Déploiement de programmes d'idéation à destination du public cible</p> <p><u>Principaux indicateurs de suivi des activités et cibles visées</u> : 700 jeunes de zones marginalisées sensibilisés à l'ES par les SA partenaires - cibles : jeunes des zones marginalisées (dont 80% de femmes) ; 408 personnes bénéficient des programmes d'idéation - cibles : aspirant entrepreneurs.</p> <p><u>Principal indicateur de résultat attendu</u> : 900 personnes améliorent leurs compétences entrepreneuriales d'ici la fin du projet.</p> <p><u>Résultat 2.2</u> : Des femmes et des jeunes bénéficient d'un accès renforcé aux dispositifs d'incubation et de financement de leurs projets entrepreneuriaux à impact</p> <p><u>Principales activités prévues</u> : 1. Déploiement de programmes d'incubation inclusifs, et pour certains thématiques, prenant en compte les enjeux de genre et des jeunes ; 2. Déploiement de programmes d'octroi de bourses, subventions et d'accompagnement au financement</p> <p><u>Principaux indicateurs de suivi des activités et cibles visées</u> : 100 porteurs de projets accompagnés par ces programmes - cibles : entrepreneurs ; 45 porteurs de projets accompagnés vers le financement de leur entreprise - cibles : entrepreneurs</p> <p><u>Principal indicateur de résultat attendu</u> : 60 nouvelles entreprises sociales nouvelles créées après leur passage par les programmes d'accompagnement des SA partenaires</p> <p><u>Résultat 2.3</u> : Les femmes et jeunes entrepreneurs incubés disposent d'un réseau soutien leur ouvrant des opportunités et de perspectives de long terme pour leur projet d'ES, pendant et post-accompagnement.</p> <p><u>Principales activités prévues</u> : 1. Mise en place d'un dispositif de suivi individuel post-accompagnement ; 2. Structuration d'un système de mentorat et d'engagement bénévole des alumni ; 3. Organisation d'événements au bénéfice des alumni favorisant la création d'opportunité de financement et de développement</p> <p><u>Principaux indicateurs de suivi des activités et cibles visées</u> : 100% des entrepreneurs incubés bénéficient du dispositif de suivi post-accompagnement - cibles : les entrepreneurs incubés ; 100 alumni sont impliqués dans les activités des SA partenaires – cibles : alumni des SA ; 40 partenaires (incubateurs externes, financeurs...) et/ou mentors sont engagés dans les événements organisés par les SA – cibles : alumni des SA.</p> <p><u>Principal indicateur de résultat attendu</u> : Le taux de survie des entreprises créées un an après la clôture des programmes d'incubation et/ou de financement s'élève à 70%.</p>	
Groupes cibles	<p>Nombre de bénéficiaires direct.es :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 structures d'accompagnement (Jógjēf et Oribi) renforcées • 50 OSC travaillant avec les femmes et/ou les jeunes • 40 acteurs de l'écosystème (acteurs publics, privés, issus de la société civile) renforcent leur réseau et connaissance de l'ES inclusif grâce à la participation aux événements et aux ateliers • 700 jeunes (18-34 ans) aspirants entrepreneurs (dont 80% de femmes) résidant dans des zones marginalisées sensibilisés à l'ES • 408 entrepreneurs (dont 80% de femmes, 90% de jeunes et 85% issus de zones marginalisées) accompagnés en idéation. <i>NB. La majorité d'entre eux aura également bénéficié des actions de sensibilisation.</i> • 100 entrepreneurs sociaux incubés (dont 60% de femmes, 85% de jeunes, et 70% issus de zones marginalisées) et accompagnés post-incubation. Parmi eux, 35 entrepreneurs sociaux financés. <p>Nombre de bénéficiaires indirect.es :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1400 jeunes et femmes sensibilisés à l'ES par les OSC intermédiaires • 200+ acteurs de l'écosystème touchés par les actions de communication et de promotion de l'ES inclusif • 300+ personnes issues des communautés rurales ou péri-urbaines d'Afrique du Sud et les casamançais bénéficient des opportunités économiques indirectes créées par les nouvelles entreprises (au moins 5 opportunités par entreprise créée)
Durée totale du projet	3 ans

Coût total du projet	1 638 174 €	100 %
Participation de l'AFD sollicitée	800 000 €	49 %

B. SIGLES ET ACRONYMES

ANPEJ – Agence Nationale pour la Promotion de l’Emploi des Jeunes
ARDZ – Agence Régionale de Développement de Ziguinchor
ENO – Espace Numérique Ouvert
ESS – Economie Sociale et Solidaire
ES - Entrepreneuriat Social
DCIC - Département du Commerce, de l’Industrie et de la Compétition
DER/FJ - Délégation à l’Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes
GIB – Girls in Business
IDC – Industrial Development Corporation
MCI - Ministère du Commerce et de l’Industrie
MMES - Ministère de la Microfinance et de l’Economie Sociale
OIT – Organisation Internationale du Travail
OSC – Organisation de la société civile
PND – Plan National de Développement
PSE - Plan Sénégal Emergent
PYEI – Presidential Youth Employment Initiative
SA - Structure d’Accompagnement
SEDA – Small Enterprise Development Agency
UVS - Université Virtuelle du Sénégal

C. DESCRIPTION DU PROJET

RESUME DU PROJET

Le projet vise à renforcer l'accès à l'entrepreneuriat social des femmes et des jeunes résidant dans des territoires marginalisés du Sénégal et de l'Afrique du Sud. Pour ce faire, le projet souhaite d'une part permettre l'émergence d'un écosystème plus inclusif et sensibilisé aux opportunités que l'ES ouvre aux femmes et jeunes des zones marginalisées, en agissant en "cascade" sur les acteurs-clés de ces écosystèmes (SA partenaires, OSC œuvrant en faveur des femmes et/ou des jeunes, acteurs publics, privés, et issus de la société civile). Le projet entend d'autre part soutenir la création et le développement de projets à impact social ou environnemental portés par des femmes et des jeunes, en particulier issus de zones marginalisées, en agissant directement auprès d'eux par le biais d'un accompagnement adapté à leurs besoins spécifiques.

I. LOCALISATION DU PROJET

A. Commune(s), districts(s) et région(s) où se déroule le projet

Le projet se déroule :

- Au Sénégal, et plus particulièrement en Casamance. Les activités du projet prendront place dans les trois régions administratives de la Casamance, à savoir Ziguinchor, Kolda et Sédhiou ;
- En Afrique du Sud, et plus particulièrement dans les zones des townships de la région du Cap Occidental et du Gauteng, et dans les villes du Cap et de Johannesburg.

B. Le projet est-il réalisé intégralement ou partiellement dans une zone sensible (zone orange et/ou rouge du MEAE') ?

Le projet ne se déroule pas dans une zone sensible, mais à proximité de « zones orange », notamment en Casamance.

C. Transferts financiers

☐ Le Projet ne comporte pas de transferts monétaires ni de mise à disposition de ressources économiquement exploitables², au bénéfice de la population

☒ Le Projet comporte des transferts monétaires ou la mise à disposition de ressources économiquement exploitables, au bénéfice de la population et dans ce cas :

- Détailler leur nature (ex : filets sociaux, paiement dans le cadre de THIMO, per diem, ressources économiquement exploitables) et leurs modalités de délivrance (cash, mobile banking, prestataires financiers...) :

* Contributions financières en faveur de la participation des jeunes et des femmes, soit sous forme de per diem (prises en charge des frais de transport et/ou de mission lors des déplacements) à Jógjēf, soit sous forme de « bourses de vie » au sein d'Oribi. Ces ressources peuvent être versées sur le compte bancaire des bénéficiaires (Oribi) ou remises en cash (sur signature d'un récépissé au sein de Jógjēf) – à noter que les modalités de délivrance de ces rétrocessions pourront évoluer en fonction de l'évolution des besoins des bénéficiaires et/des modes de paiement (l'utilisation du mobile-banking est envisagée) ;

* Dotations rétrocédées aux jeunes pour le développement de leurs projets entrepreneuriaux, soit sous forme de bourses / prix (à l'instar des bourses « espoir » délivrées par Jógjēf) ou de subventions (Oribi, Jógjēf), à l'issue du passage devant un Jury ou Comité de financement. En général, ces dotations-là sont versées directement sur le compte bancaire du bénéficiaire (en raison du montant plus important) et/ou peuvent être versées en plusieurs tranches pour mieux gérer le risque financier et contrôler l'usage de ces fonds par les entrepreneurs. A noter qu'une note explicite les procédures à respecter pour ces rétrocessions selon la nature du bénéficiaire, le montant et la nature de la dotation.

- Indiquer le souhait, le cas échéant, de solliciter une exemption de filtrage des populations bénéficiaires dans le cadre des possibilités prévues par les Lignes Directrices du 29/11/21 ☐ oui ☒ non

- Si oui, préciser la nature du projet permettant l'exemption de filtrage des populations bénéficiaires de l'aide (un seul choix est à privilégier et à contextualiser) :

☐ **Projet portant sur une zone et un secteur couvert par un Plan de Réponse Humanitaire (PRH) des Nations Unies ou par un Flash Appeal (1^{er} cas de la fiche outil, voir aussi Annexe 1 des lignes Directrices pour les autres critères)**

=> Détailler, notamment, les plans par pays et les secteurs couverts, et le lien avec le projet :

☐ **Projet ayant pour objet d'aider les personnes en situation de détresse ou de misère :**

=> Justifier le caractère de détresse/misère :

=> Indiquer les montants mensuels ou annuels prévus de transferts monétaires/valeur des ressources économiques :

☐ **Cas exceptionnel en raison de contraintes spécifiques (nécessité de protection de l'identité des personnes, absence de documents d'identité, etc.)**

=> Détailler les contraintes :

Attention : une demande basée sur un cas exceptionnel entraînera une procédure décisionnelle spécifique

II. INFORMATIONS DU PROJET

A. Phase concernée : 1

B. Calendrier du projet et nombre de mois par tranche :

- Date de démarrage envisagée : 3 juin 2023 au Sénégal ; 1^{er} juillet 2023 en Afrique du Sud
- Tranche 1 (nb de mois) : 18 mois
- Tranche 2 (nb de mois) : 18 mois

III. CONTEXTE ET ENJEUX DU PROJET

3.1. Diagnostic et enjeux du projet

L'agenda politique international est particulièrement enclin à la **reconnaissance de la contribution de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) au développement durable**. Lors de la 110^{ème} Conférence internationale du travail, qui s'est tenue à Genève entre mai et juin 2022, les organisations tripartites de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ont reconnu l'ESS comme « *contributrice à un travail décent, à l'amélioration du niveau de vie pour tous, et à une reprise inclusive, résiliente et durable* » (OIT, 2022). Cette dernière a également donné lieu à une proposition de **définition universelle** de l'ESS³. Il s'agit d'avancées historiques majeures dans un contexte où l'ESS, en lien avec l'entrepreneuriat social (ES), est considérée depuis plusieurs années comme une **réponse efficace aux défis des marchés de l'emploi, notamment des pays africains**, et comme une fournisseuse de solutions innovantes à des problèmes socio-économiques ou environnementaux non résolus. D'après une étude de 2020 dans plusieurs pays dont le Sénégal et l'Afrique du Sud, les entreprises sociales pourraient offrir en Afrique environ 5,5 millions d'emplois directs en leur sein en 2030 (Siemens Stiftung, 2020).

Le Sénégal et l'Afrique du Sud, pays ciblés par le présent projet, ancrent également l'ES comme un levier majeur de réduction du chômage et de création d'emplois durables, en particulier pour les femmes et les jeunes. A titre d'exemple, la Politique Nationale de l'Emploi des Jeunes sénégalaise comporte un axe dédié à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. En Afrique du Sud, le Plan National de Développement 2030 (PND) préconise quant à lui la création et le renforcement de programmes d'éducation à l'entrepreneuriat pour les jeunes. En effet, les enjeux sont de taille : au **Sénégal**, 35,8% des femmes (contre 13% pour les hommes) et 32% des 15-24 ans sont au chômage, et ces chiffres atteignent respectivement 37,3% (contre 32,9% pour les hommes) et 63% en **Afrique du Sud** (Banque Mondiale 2021 ; Statistiques nationales, 2021). **Ces réalités sont encore plus prégnantes dans les zones marginalisées** du Sénégal (ici, la région de la Casamance) et de l'Afrique du Sud (zones rurales et péri-urbaines, notamment les townships de la région du Cap Occidental et du Gauteng) qui cumulent d'autres défis socio-économiques. Ces territoires ont en commun un manque d'opportunités socio-économiques, un tissu économique largement informel et des niveaux restreints d'infrastructures, de connectivité et d'accès aux services, notamment financiers, renforçant ainsi les taux de chômage et de pauvreté (ANDE, 2021 ; ANSD, 2015). De surcroît, **la crise du Covid-19 a renforcé les fragilités des marchés de l'emploi** sénégalais et sud-africains, impactant particulièrement les populations ciblées par le présent projet. Au Sénégal et en Afrique du Sud, les initiatives en faveur de l'intégration des femmes et des jeunes au marché de l'emploi ainsi que celles de soutien à l'entrepreneuriat social se multiplient. Néanmoins, les Structures d'Accompagnement (SA) partenaires du projet (Oribi et Jógjêf) relèvent que peu de projets / programmes font la jonction entre ces deux aspects en accompagnant des femmes et des jeunes issus de territoires marginalisés à développer des entreprises sociales innovantes. Il n'existe par exemple aujourd'hui **aucun acteur de l'accompagnement**

³ « L'ESS comprend les unités institutionnelles à vocation sociale ou d'intérêt public, qui mènent des activités économiques reposant sur la coopération volontaire, la gouvernance démocratique et participative et l'autonomie et l'indépendance, et dont les règles interdisent ou limitent la répartition des bénéfices. Les unités de l'ESS peuvent être des coopératives, des associations, [...], des fondations, des entreprises sociales, fonctionnant selon les valeurs et principes de l'ESS, dans l'économie formelle ou l'économie informelle » (OIT, 2022).

à l'entrepreneuriat présent sur l'intégralité de la région enclavée de la Casamance. En Afrique du Sud, les programmes d'idéation et d'incubation sont aujourd'hui réservés aux citoyens et aux étudiants des établissements dits « high quintile » (classement basé sur le taux de chômage et d'alphabétisation de la communauté dans laquelle l'établissement est situé). Ainsi, le projet REACH souhaite innover dans les pratiques en agissant comme un pont entre entrepreneuriat social et publics marginalisés d'un point de vue géographique, de leur âge et de leur genre, en créant un dialogue entre les mondes de l'intégration socio-économique, de l'entrepreneuriat et de l'innovation sociale.

**Note sur la notion de « zone marginalisée » utilisée dans cette NIONG : sont considérées comme “zones marginalisées” l'intégralité de la région de la Casamance, région rurale et enclavée du Sénégal, ainsi que les zones péri-urbaines (townships) et rurales sudafricaines. Ainsi, l'intégralité de nos bénéficiaires au Sénégal sera considérée comme “issue de zones marginalisées”, ce qui ne sera pas le cas en Afrique du Sud, où certains jeunes et/ou femmes accompagnées seront, par exemple, originaires de la ville du Cap ou de Johannesburg.*

3.2. Genèse du projet

Le projet REACH puise ses origines dans les ambitions de développement et les expertises respectives de Jógjêf et Oribi ; deux structures d'accompagnement (SA) locales sénégalaise et sudafricaine. En effet, ces structures ont véritablement inscrit l'accessibilité à l'entrepreneuriat social de publics qui en sont éloignés dans leurs ADN depuis leur création (voir partie suivante). Bien qu'agissant sur des géographies différentes, ces deux SA ont ainsi développé des champs d'expertise “publics cibles” et thématiques différents. Il nous a alors semblé intéressant de faire dialoguer des incubateurs qui suivent la même trajectoire mais qui ont des niveaux de maturité différents et évoluent dans des contextes différents, dans une optique de co-développement. Ainsi, PULSE a commencé à coconstruire le présent projet avec les équipes de Jógjêf et d'Oribi à l'occasion d'un séminaire qui s'est tenu à Tunis, en mars 2022. Par la suite, PULSE a effectué deux missions, en Afrique du Sud, puis au Sénégal, en octobre 2022 afin de s'assurer que les objectifs et activités anticipés répondaient bien aux aspirations des partenaires-clés des deux structures (notamment l'Université Virtuelle du Sénégal), aux besoins identifiés, sur le terrain, par les équipes, et de vérifier la cohérence de nos indicateurs. C'est au cours de la mission au Sénégal qu'il a été également décidé d'associer PLAY International. Des réunions de travail ont également été organisées, en ligne, entre Oribi, PULSE, Jógjêf et l'UVS.

3.3 Présentation de l'expertise des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet

PULSE est une association créée en 2006 dont la mission est de soutenir et de promouvoir l'entrepreneuriat comme levier d'un développement inclusif et durable. Dans les 18 pays où PULSE est active, nous favorisons l'accès à l'entrepreneuriat et à son financement au travers de programmes d'accompagnement et d'actions de sensibilisation à destination de la société civile. PULSE est opérateur de 5 lieux d'incubation en Afrique et en Europe, dont Jógjêf et Oribi, OSC locales partenaires de ce projet. PULSE met à disposition de ses incubateurs une expertise multiple : un appui à la **gestion** de lieux, englobant leur mise en place et le recrutement d'équipes locales ; un appui **stratégique** afin de consolider le modèle économique de ces structures ; un renfort **pédagogique**, avec la co-crédation de contenus créés autour notamment de l'accessibilité, de la formation de formateurs, et la mise en commun de l'expertise des différents territoires d'activité du réseau ; un support à la bonne **gestion administrative et financière** des incubateurs ; un appui à la stratégie de **communication** et de plaidoyer. PULSE est rattachée au GROUPE SOS, au même titre que d'autres OSC (PPI ou PLAY International) avec lesquelles elle travaille en synergie. A ce titre, il est prévu que **PLAY International** soit partenaire du projet dans le cadre d'une partie des activités de l'OS1. PLAY International, est née en 1999 d'une conviction profonde : le sport est à la fois un droit fondamental et une façon de résoudre les problématiques de nos sociétés. Au Sénégal, PLAY International oriente ses propositions en faveur d'une éducation de qualité pour les enfants les plus vulnérables, en étant présent sur le territoire depuis la fin d'année 2019.

Jógjêf est un incubateur co-géré par PULSE et l'UVS. Au Sénégal, PULSE est en effet partenaire depuis 2019 d'un projet en faveur de l'employabilité de la jeunesse en Casamance. Ce programme, porté par l'association Futur au

Présent, a permis la mise en place de l'incubateur Jógjêf, dans les locaux de l'UVS. Depuis le démarrage des activités en 2021, l'incubateur a réussi à se démarquer par sa capacité à adapter son programme d'accompagnement aux besoins spécifiques de ses bénéficiaires, qui sont principalement des jeunes et des femmes, vivant en zones rurales. Jógjêf est également la seule SA vers l'entrepreneuriat à impact présente en Casamance. A date, Jógjêf a organisé des sessions de sensibilisation pour plus de 1 500 bénéficiaires, et soutenu directement 30 entrepreneurs et entrepreneuses dans le cadre de trois promotions intitulées #Jêfimpact.

L'Université Virtuelle du Sénégal est une université publique sénégalaise créée en 2013 et présente dans 14 capitales régionales du Sénégal via son réseau d'ENO (Espaces Numériques Ouverts). L'UVS est présente en Casamance, notamment au travers de l'ENO de Ziguinchor (qui héberge l'incubateur Jógjêf) et celui de Kolda (également impliqué dans les activités menées par Jógjêf). La mission de l'UVS est de « mettre les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au cœur du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour améliorer l'accès à l'enseignement supérieur et l'efficacité du système ». L'UVS apporte une importance croissante aux enjeux liés au développement de l'emploi et de l'employabilité des jeunes au Sénégal, comme en témoigne leur programme FORCE-N, entièrement dédié à l'atteinte de ces objectifs (2022-2025).

Oribi est une organisation à but non lucratif sud-africaine fondée en 2018 pour soutenir un développement inclusif de l'Afrique du Sud. Depuis sa création, Oribi soutient, par le biais de programmes d'accompagnement, le développement d'entrepreneurs, d'entrepreneuses et d'entreprises sociales afin d'apporter une réponse aux taux de chômage et de pauvreté grandissants du pays. Les porteuses et porteurs de projets accompagnés sont, pour beaucoup, issus des communautés des townships et des zones rurales du pays. Dans le cadre du projet Afrique PULSE, qui a bénéficié du soutien de l'AFD, Oribi a réussi à affiner son positionnement stratégique et à être identifié non seulement comme un incubateur de référence pour l'émergence de projets à fort impact dans des secteurs porteurs tels que l'agro-alimentaire mais comme une structure inclusive, engagée sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin. A date, Oribi a soutenu la création de plus de 500 opportunités économiques en accompagnant directement 165 entrepreneuses et entrepreneurs, et 133 lycéennes des townships.

Valeur ajoutée et complémentarité des partenaires : PULSE a à son actif la gestion directe de plusieurs projets multipays dont certains soutenus par l'AFD tels que « Lab'ess Afrique » (2017-2019), « Afrique PULSE » (2020-2023), et « RISE » (2019-2025) et d'accompagnement en montée en compétences des différents partenaires des projets. Oribi a été partenaire des projets « Lab'ess Afrique » (permettant sa création en 2018) et « Afrique PULSE » (accompagnant sa consolidation au niveau RH, financier, et son positionnement thématique). Le projet REACH permettra à Oribi de capitaliser sur ces orientations, de rendre son expertise accessible à de nouveaux publics et de partager son expérience avec Jógjêf, incubateur moins mature sur de nombreux sujets (mesure de l'impact, consolidation d'un modèle économique, accompagnement de femmes, etc.). Jógjêf, pourra partager avec Oribi son expérience de travail avec la jeunesse, à mi-chemin entre entrepreneuriat à impact et insertion socio-professionnelle, dans les zones enclavées. Jógjêf, pour consolider son ancrage territorial et ses liens avec l'ensemble de ses acteurs, s'appuiera sur l'UVS pour le déploiement et la diffusion des activités de plaidoyer et de sensibilisation prévues, à l'échelle locale mais également nationale. Conscients des synergies entre le programme FORCE-N de l'UVS, qui a vocation à accompagner des jeunes et des femmes vers l'entrepreneuriat et REACH, PULSE et la Direction du Développement et de la Coopération de l'UVS œuvrent de concert pour faire en sorte que le projet REACH puisse bénéficier du soutien technique et financier de FORCE-N. Enfin, le projet permettra pour la première fois à PULSE et PLAY International de confronter leurs expertises réciproques, notamment au Sénégal.

Jeunesse et genre sont au cœur du projet REACH, qui a vocation à permettre aux partenaires d'apprendre les uns des autres et de progresser ensemble sur l'intégration de ces enjeux. Au sujet du **genre**, PULSE a fait de la prise en compte du genre au niveau structurel, RH, de ses pratiques mais aussi de ses opérations et de ses activités une priorité stratégique. Des mesures spécifiques ont été développées dans le cadre du projet « Afrique PULSE » et d'autres projets

et partenariats. Des référent.e.s **égalité et inclusion** ont été nommés au sein du siège et dans chaque entité du réseau pour sensibiliser, initier, accompagner, et coordonner la prise en compte des problématiques liées à l'égalité de genre et à l'inclusion. En complément, Oribi a été accompagnée en 2021 par le cabinet de conseil *Value for Women* et déploie depuis un plan d'action pour intégrer le genre au niveau de sa gouvernance, ses RH, sa communication et ses programmes. Jógjéf a mené des actions en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes à ses programmes d'accompagnement, en réalisant notamment un accompagnement psycho-social des jeunes accompagnés. Par ailleurs, le soutien à la **jeunesse** est au cœur de la mission de Jógjéf, qui a formé depuis sa création plus de 30 personnes âgées entre 18 et 30 ans, et mené des actions de sensibilisation auprès de jeunes via ses partenariats avec Futur au Présent, l'Alliance Française, etc. Oribi accompagne également de jeunes lycéennes des townships vers l'entrepreneuriat social par le biais d'un programme d'éducation à l'entrepreneuriat et d'idéation dédié. Ces efforts de prise en compte du genre et de la jeunesse seront poursuivis et approfondis dans le cadre du projet REACH ; c'est également le sens de la collaboration avec PLAY International, habitué à œuvrer auprès d'enfants vulnérables.

3.4. Modalités de prise en compte des enseignements tirés.

A. Principales conclusions de l'évaluation de la phase précédente.

Le projet REACH est un nouveau projet. Cependant, il vise à capitaliser sur les rapports d'évaluation menés dans le cadre de précédents projets menés par les deux SA (dont « Afrique PULSE »). Le détail des conclusions cette évaluation est disponible en Annexe 3.

B. Principales recommandations et leur prise en compte et les éventuelles inflexions (ou non) dans la présente phase.

Cf. Annexe 3.

3.5 Cohérence externe du projet

A. Avec les politiques publiques pertinentes dans les pays d'intervention

PULSE, Oribi et l'UVS ont participé en 2021, pour le compte de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), aux études de cas sud-africaine et sénégalaise d'un rapport intitulé « Économie sociale et solidaire : catalyseur d'innovation sociale en Afrique ? », ce qui leur a permis de se familiariser avec le cadre réglementaire en place et de rencontrer nombre d'acteurs publics mais aussi acteurs de l'ESS et SA actives dans leurs pays. Ce rapport met en exergue que le **Sénégal comme l'Afrique du Sud ont réalisé ces dernières années des progrès significatifs sur le sujet de l'ESS**, reconnaissant tous deux officiellement ce secteur comme un levier de développement local, durable et inclusif (OIT, 2022). Néanmoins, **l'environnement institutionnel entre ces deux pays varie**, ce qui se traduit notamment par des avancées différentes en matière de cadres juridiques et institutionnels.

Le Sénégal dispose d'ores et déjà d'un cadre institutionnel et juridique spécifiquement dédié à l'ESS : Le secteur de l'ESS a fait l'objet d'une reconnaissance croissante par les acteurs publics sénégalais depuis l'adoption en **2014** du **Plan Sénégal Emergent** (PSE, 2014-2023) qui place l'ESS comme l'un des piliers économiques et l'un des leviers d'un développement humain durable pour le pays (axe n°1). Le PSE appuie également la promotion de l'entrepreneuriat féminin, et place les femmes et les jeunes au centre du développement du pays (axe n°3). Un ministère consacré à l'ESS a été créé en 2017, le Ministère de la Microfinance et de l'Economie Sociale (MMES), qui a réussi à faire adopter en juin 2021 par l'Assemblée nationale sénégalaise une **loi d'orientation relative à l'ESS**, qui pose désormais les jalons d'un cadre juridique pour le développement du secteur au Sénégal. En cohérence avec les visés du PSE, la **Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ)** a également été créée en 2017 par décret présidentiel afin de promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi des femmes et des jeunes en

combinant services d'appui financier et d'accompagnement. Jógjêf a d'ores et déjà établi des liens étroits avec la DER/FJ ; un partenariat est en cours de formalisation afin de créer une passerelle privilégiée entre les entrepreneurs accompagnés par Jógjêf et les mécanismes de financement proposés par la Délégation. Jógjêf est également en relation avec l'Agence Nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (ANPEJ), également partenaire du projet « Employabilité en Casamance », et s'appuie sur le réseau de l'UVS pour associer, à ses activités, l'ensemble des préfectures, mairies ou chambres des métiers. Depuis sa création, Jógjêf participe, chaque année, à la « Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat », dont l'organisation est portée par un consortium d'acteurs dont la DER, l'Agence Régionale de Développement de Ziguinchor (ARDZ), le Centre Régional de Formation Professionnelle, l'Inspecteur régional de la jeunesse, le Conseil départemental, etc.

L'Afrique du Sud est en passe d'établir un cadre institutionnel et juridique consacré à l'ESS : Le secteur de l'ESS est actif en Afrique du Sud depuis des décennies, mais son cadre institutionnel est toujours en développement. Deux ministères sont aujourd'hui impliqués dans le développement de l'ESS en Afrique du Sud : le **Ministère du Développement Economique** et le **Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI)**, avec son Département du Commerce, de l'Industrie et de la Compétition (DCIC). Ces deux ministères ont, avec le soutien de l'OIT, élaboré un projet de politique de l'ESS en Afrique du Sud. Le gouvernement a ainsi publié en février 2019, un **projet de livre vert** sur la politique relative à l'ESS (« *draft Green Paper on the Social Economy* »), en collaboration notamment avec l'*Industrial Development Corporation* (IDC), agence de développement public sud-africaine. Le programme d'incubation d'Oribi est aujourd'hui soutenu financièrement par l'IDC. Au cours du projet REACH, Oribi souhaite collaborer avec l'IDC au-delà de ce partenariat financier afin d'encourager davantage de soutien à l'ES. Oribi souhaiterait également développer des liens avec la Small Enterprise Development Agency (SEDA), agence publique qui octroie aujourd'hui des fonds aux entrepreneurs du pays, sans se référer à l'expertise d'incubateurs, ainsi qu'avec le Ministère du développement des petites entreprises et la *National Youth Development Agency*. La Presidential Youth Employment Initiative (PYEI), programme d'appui au personnel enseignant pour permettre un meilleur taux d'employabilité des jeunes, dans lequel pourrait s'inscrire le programme d'éducation à l'entrepreneuriat social mené par Oribi (Girls in Business), sera également une initiative publique avec laquelle travailler.

B. Avec des interventions d'autres acteurs

Bailleur principal	Projet - Coordinateur	Objectif	Synergies, articulations, complémentarités
Groupe Agence Française de Développement (AFD)	AFIDBA (2018-2021) – Bond'innov	Identifier, accompagner et financer des start-up inclusives à dimensions sociale et digitale au Maroc, Ghana, Burkina-Faso, et Sénégal .	REACH a été en partie conçu sur la base des recommandations pour un écosystème entrepreneurial inclusif et social tirées d'AFIDBA (livre blanc). Au Sénégal, Jógjêf est en relation avec l'incubateur Concree, partenaire d'AFIDBA, selon un objectif de partage d'expertise et bonnes pratiques en matière d'accompagnement.
	Digital Africa (2018 -)	Renforcer la capacité des entrepreneurs numériques africains, notamment au Sénégal et Afrique du Sud , à concevoir et déployer à grande échelle des innovations de rupture au service de l'économie réelle.	La localisation des antennes de Digital Africa (Paris, Dakar, Johannesburg) faciliteront les liens que REACH souhaite créer avec cette structure afin de partager des expertises complémentaires (entrepreneuriat numérique & social, mesure de l'impact) et de collaborer sur les actions de plaidoyer auprès des acteurs publics.
	AgreenLab (2021-2023) - PPI	Contribuer à l'émergence de l'entrepreneuriat vert, social et inclusif au Sénégal et au Burkina Faso.	L'essaimage géographique complémentaire à celui de REACH permettra à Jógjêf de renforcer les liens qu'elle entretient déjà avec PPI au Sénégal,

			notamment dans une perspective de partage de compétences, notamment sur la thématique de l'entrepreneuriat social et vert.
	Diagnostic du Social & Inclusive Business (2019) - MOUVES	Structurer un plaidoyer et un écosystème favorable au développement des entreprises sociales et inclusives dans plusieurs pays d'Afrique, dont le Sénégal et l'Afrique du Sud	PULSE avait contribué à cette étude. REACH pourra s'appuyer sur les livrables de ce projet, en particulier dans ses activités liées à l'OS1.
	EJO (2019 – 2022) – PLAY International	Déployer un programme d'éducation par le sport visant à apporter des solutions au sein de 4 pays (Burundi, Sénégal , Libéria et Kosovo)	PLAY International est partenaire du projet afin de mettre à disposition sa Playdagogie, méthode de pédagogie active et participative au service de la promotion de l'entrepreneuriat à impact.
Gouvernement de la Principauté de Monaco	Projet Alliance 3.0 (2017-) – Alliances Françaises	Parvenir à une meilleure insertion sociale et professionnelle, en renforçant leurs compétences en français et en réduisant la fracture numérique.	Conscient des synergies à encourager au Sénégal, une convention de partenariat a été signée entre l'Alliance Française de Ziguinchor et PULSE (dans le cadre de Jógjéf). La collaboration continuera dans le cadre de REACH via des actions de sensibilisation et formation croisées.
Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	Support to the Initiative for Youth Employment (2021-2025)	Créer des perspectives d'emploi pour les jeunes en Afrique du Sud, notamment en promouvant l'entrepreneuriat des jeunes	Cette initiative œuvre également pour l'emploi des jeunes dans les zones marginalisées. Oribi compte s'en rapprocher pour réaliser sa cartographie des OSC œuvrant pour les femmes et les jeunes et tirer des bonnes pratiques
	Food Security Initiative (2009 -) Southern African Food Lab	Promouvoir des réponses innovantes à la problématique de la sécurité alimentaire à travers le dialogue et une action multipartite.	Oribi a déjà collaboré avec ce laboratoire pour construire son programme Food System, et compte consolider ses liens
United States Agency for International Development (USAID)	Entrepreneuriat et Investissement (2021-2026)	Promouvoir l'entrepreneuriat, notamment féminin, et l'investissement en faveur des entreprises au Sénégal .	Jógjéf a rencontré l'USAID Sénégal lors de la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat à Ziguinchor et l'a invitée à ses comités. Sur cette base, Jógjéf entend créer une relation avec cette initiative (partage de bonnes pratiques, actions de plaidoyer)
Banque Africaine de Développement (BAD)	Projet d'Appui et de Valorisation des femmes et des jeunes (2020-2022) – DER/FJ	Appuyer la création d'emplois pour les jeunes et les femmes grâce à la promotion de l'entrepreneuriat au Sénégal .	Jógjéf compte renforcer ses liens avec la DER/FJ, afin de créer des ponts pertinents et des synergies entre le PAVIE et REACH (financement d'entrepreneurs, création d'une offre complète d'accompagnement.)

D'autres programmes identifiés : **Programme Ligoden** AFD (2021-) ; **Développer l'emploi au Sénégal** – UE (2018 – 2022) ; **Digital Skills for Jobs and Income in South Africa** – GIZ (2020-2024). Au-delà de ces projets soutenus par des bailleurs et des articulations attendues précitées, les SA partenaires souhaitent également **créer des liens avec les autres SA** de leurs écosystèmes afin d'agir de manière complémentaire et créer des parcours complets d'accompagnement pour les entrepreneurs des pays du projet et travailler en **collaboration avec des centres d'innovation et des acteurs universitaires** sur les volets R&D et mesure de l'impact. **Oribi** compte ainsi consolider les liens qu'elle a déjà avec Wakanda, un accélérateur de solutions FoodTech basé à Johannesburg, et développer des relations avec de nouveaux acteurs telles que la SA The innovation hub, basée à Gauteng, notamment pour appuyer le déploiement de ses actions sur de nouveaux territoires. En outre, une collaboration été prévue avec des centres d'innovation (Bertha Center for Social Innovation, Sustainability Institute) et des acteurs universitaires (University of

Western Cape, University of Cape Town, University of Stellenbosh). **Jógiëf** a déjà noué un partenariat avec l'Alliance Française pour créer des synergies entre leurs activités de formation à destination des jeunes filles, et collabore régulièrement avec d'autres acteurs en présence tels que l'association DECLIC ou l'Institut Supérieur de Management de Ziguinchor, qui mènent des activités d'accompagnement à destination des jeunes. Grâce au relai effectué par les ENO de l'UVS, plusieurs associations de quartiers et/ou de jeunes ont également été approchées. Etant donné la problématique de l'accès au financement pour les jeunes accompagnés, Jógiëf a renforcé son expertise sur ce volet en travaillant avec des OSC davantage spécialisées (telle que PPI, qui a accompagné la mise en place des programmes d'accompagnement au financement de l'incubateur en 2022) et des acteurs bancaires (Bank of Africa ayant soutenu certaines activités en 2022).

IV. CONTENU DU PROJET

4.1 Nombre et typologie des bénéficiaires/publics ciblés :

Bénéficiaires directs :

- **2 structures d'accompagnement** (Jógiëf et Oribo) renforcées
- **50 OSC** travaillant avec les femmes et/ou les jeunes
- **40 acteurs de l'écosystème** (acteurs publics, privés, issus de la société civile) renforcent leur réseau et connaissance de l'ES inclusif grâce à la participation aux événements et aux ateliers
- **700 jeunes aspirants entrepreneurs âgés de 18 à 34 ans** (dont 80% de femmes) résidant dans des zones marginalisées sensibilisés à l'ES (*voir note sur la notion de "zone marginalisée" en Section. III. partie 3*)
- **408 entrepreneurs** (dont 80% de femmes, 90% de jeunes et 85% issus de zones marginalisées) accompagnés en idéation. *NB. La majorité d'entre eux aura également bénéficié des actions de sensibilisation.*
- **100 entrepreneurs sociaux** incubés (dont 60% de femmes, 85% de jeunes, et 70% issus de zones marginalisées) et accompagnés post-incubation. Parmi eux, **35 entrepreneurs sociaux financés**.

Nombre de bénéficiaires indirects :

- **1 400 jeunes et/ou femmes** sensibilisés à l'ES indirectement par les OSC renforcées
- **200+ acteurs de l'écosystème** touchés par les actions de communication et de promotion de l'ES inclusif
- **300+ personnes** des communautés rurales ou péri-urbaines d'Afrique du Sud et les Casamançais bénéficient des opportunités économiques indirectes créées par les nouvelles entreprises (au moins 5 opportunités / entreprise créée)

Note sur les projets accompagnés : les projets incubés seront sélectionnés selon des critères de viabilité économique, mais surtout d'impact social et/ou environnemental et de leur capacité à répondre à besoin identifié sur leur territoire. Quelques exemples de projets déjà accompagnés par nos SA partenaires, similaires à ceux que le projet REACH vise à incuber :

- Order Kasi, la première solution de livraison de nourriture à domicile pour les townships sudafricains, répondant aux défis de sécurité alimentaire et d'insécurité de ces zones
- FoodPrint Lab, solution digitale de mise en relations des petits producteurs et des acheteurs particuliers pour éviter les invendus et les rémunérations de trop d'intermédiaires (Afrique du Sud)
- Aliment Bou-Casa, entreprise de mise à disposition d'une alternative alimentaire durable et local à base de gousse de piliostigma, pour répondre au déficit de nutriments pour le bétail des éleveurs Casamançais
- Sunu Energie Solaire : mise en place des services photovoltaïques avec un système d'irrigation connectés pour encourager l'utilisation de l'énergie solaire en Casamance (Sénégal)

Les personnes accompagnées en phase d'idéation seront formées à l'entrepreneuriat social et encouragés à mettre l'impact social et environnemental de leur projet au centre de leur réflexion.

4.2. Logique d'intervention du projet : Objectif global, objectifs spécifiques, résultats attendus et principales activités prévues avec indicateurs

L'objectif global du projet est de renforcer l'accès à l'entrepreneuriat social des femmes et des jeunes résidant dans des territoires marginalisés du Sénégal et d'Afrique du Sud.

Indicateur retenu pour mesurer l'impact global raisonnable attendu à long terme : Le projet vise à avoir un impact positif sur le pourcentage de femmes ainsi que de jeunes (âgés entre 18 et 34 ans) engagés dans une activité entrepreneuriale au Sénégal et en Afrique du Sud.

NB. Les dernières données disponibles stipulent qu'au Sénégal, respectivement 37% de femmes, 25,4% de jeunes âgés de 18-24 ans, et 45,3% de jeunes âgés de 25-35 ans, sont engagés dans une activité entrepreneuriale en 2015 ; En Afrique du Sud, respectivement 9,6% de femmes, 8,4% de jeunes âgés de 18-24 ans, et 12,6% de jeunes âgés de 25-35 ans, sont engagés dans une activité entrepreneuriale en 2019. Le manque de données liées à l'entrepreneuriat dans les deux pays du présent projet, et en particulier désagrégées par genre et âge, ne nous permettent pas de proposer des projections rigoureuses concernant la hausse du nombre de femmes et de jeunes entrepreneurs. Nous souhaiterions néanmoins être en capacité de pouvoir mesurer et préciser cet indicateur d'impact dans le cadre de l'OS1.

Objectif spécifique 1 : Permettre l'émergence d'un écosystème plus inclusif et sensibilisé aux opportunités que l'entrepreneuriat social ouvre aux femmes et aux jeunes des zones marginalisées

Afin de rendre l'entrepreneuriat social plus accessible à notre public cible, notre projet vise dans un premier lieu à agir sur les acteurs des écosystèmes entrepreneuriaux, de la jeunesse et des femmes des zones marginalisées de Casamance et d'Afrique du Sud (particulièrement des zones rurales et townships des régions du Gauteng ou du Cap Occidental). Nous travaillerons ainsi à plusieurs niveaux : tout d'abord au niveau des structures d'accompagnement (SA) partenaires du projet (Jógjëf et Oribi), en renforçant leurs méthodologies d'accompagnement des publics marginalisés et en leur donnant les moyens d'étendre géographiquement et en volume leurs activités d'accompagnement et d'inclusion (R1). Ensuite, en formant d'autres OSC œuvrant auprès des jeunes et des femmes à la sensibilisation de leurs propres bénéficiaires à l'entrepreneuriat social comme moyen d'insertion économique et de développement personnel, accroissant ainsi l'impact indirect du projet (R2). Enfin, en construisant des espaces de dialogue entre la variété d'acteurs publics, privés, issus de la société civile, gravitant autour des questions d'accessibilité à l'entrepreneuriat social pour faire évoluer les cadres légaux et les pratiques des deux pays partenaires (R3).

Résultat 1 : Les SA partenaires sont mieux outillées dans l'affinement de leur positionnement en tant que structures d'accompagnement inclusives

Indicateurs du résultat :

- *Indicateur 1 : 10 adaptations majeures allant vers une meilleure prise en compte du genre et des jeunes des zones marginalisées sont réalisées par les SA partenaires dans leur méthodologie d'accompagnement*

Activité 1.1 : Mise à jour des diagnostics des besoins de l'écosystème de l'ES féminin et de la jeunesse des zones marginalisées par les partenaires

Modalités de mise en œuvre : Il s'agit, par le biais de cette activité, de permettre aux SA partenaires du projet de mettre à jour leur diagnostic des besoins en accompagnement des jeunes et des femmes des zones marginalisées en Casamance et en Afrique du Sud (zones péri-urbaines et rurales), pour s'assurer que leurs programmes d'accompagnement et actions entreprises sont au plus près des besoins des bénéficiaires et complémentaires d'autres activités réalisées par d'autres acteurs. En Afrique du Sud, Oribi souhaite organiser deux journées de groupes de travail (l'une à Johannesburg, l'autre au Cap), réunissant, pour chacune, une dizaine d'acteurs représentatifs de l'écosystème afin de i) cartographier les dispositifs d'accompagnement existant au niveau national, ii) faire ressortir les bonnes pratiques dans l'accompagnement et les passerelles entre acteurs, et iii) formuler des recommandations pour rendre l'écosystème de l'entrepreneuriat social plus inclusif. Les résultats de ces journées de travail seront diffusés au sein de l'écosystème par la publication d'un rapport. Au Sénégal, Jógjëf souhaite mener un processus d'évaluation de ses programmes existants avec l'appui de PULSE et d'un enseignant-professeur de l'UVS, en questionnant ses bénéficiaires et en

réunissant ses partenaires de Ziguinchor, de Kolda et de Sédhiou à l'occasion de réunions de travail. En Afrique du Sud comme au Sénégal seront également organisés des focus groups avec les bénéficiaires des programmes d'accompagnement précédents des deux SA partenaires afin de récolter leurs retours sur l'organisation du programme (contenu, rythme...), entendre leurs besoins non couverts et les associer à l'émergence de solutions.

Publics ciblés : Les SA partenaires, les participants aux groupes de travail (acteurs universitaires, pouvoirs publics, incubateurs, structures de l'intégration des jeunes et des femmes et entrepreneurs sociaux), les écosystèmes de l'entrepreneuriat sénégalais et sud-africains.

Durée : Les ateliers seront organisés au cours des 2 premiers mois du projet

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : Equipes Oribi, Jógjêf et l'UVS (Responsable des études et du plaidoyer), en particulier les responsables d'incubateurs et de partenariats, avec l'appui de la Responsable Innovation de PULSE

Indicateurs de suivi de l'activité :

- 2 rapports de diagnostic mis à jour ou créés

Activité 1.2 : Cocréation de contenus pédagogiques et de méthodes d'accompagnement innovants sensibles aux enjeux de genre et de jeunesse, et amélioration continue de l'accompagnement des SA partenaires

Modalités de mise en œuvre : Grâce au diagnostic des besoins effectué, grâce à l'expérience de PULSE dans l'adaptation de méthodes d'accompagnement à différents types de publics et grâce à l'expérience terrain d'incubation d'Oribi et de Jógjêf, de nouveaux outils et contenus seront créés par les partenaires dans le cadre du projet afin de rendre leurs programmes plus inclusifs (de l'appel à candidature au suivi-post incubation) et de calibrer leur offre et modalités d'accompagnement aux besoins de leurs bénéficiaires. Concrètement, les partenaires souhaitent adopter la démarche suivante. L'ajustement de la pédagogie des incubateurs impliquera l'organisation de réunions de travail entre la Responsable Innovation et le Directeur des Opérations de PULSE, l'équipe de Jógjêf, de l'UVS et d'Oribi. Les trames de programmes, les supports de formation et les modalités de transmission aux bénéficiaires des deux SA partenaires seront adaptés pour mieux répondre aux besoins des bénéficiaires.

En matière d'ingénierie pédagogique, les partenaires du projet ont d'ores-et-déjà identifié trois problématiques transverses :

- **L'accessibilité au numérique** des jeunes bénéficiaires issus de zones marginalisées et la nécessité de travailler sur l'intégration du numérique à chaque étape du parcours d'accompagnement proposé et l'accès aux données / à internet des bénéficiaires et l'organisation de modules de formation au numérique en parallèle des modules de sensibilisation et formation à l'entrepreneuriat déployés.
- **La pertinence d'utiliser le jeu comme moyen innovant d'apprentissage**, ajustant ainsi la pédagogie aux profils des bénéficiaires. Pour maximiser par exemple l'impact des sensibilisations à l'entrepreneuriat, PULSE s'est rapproché de PLAY International, association présente au Sénégal depuis plusieurs années et qui déploie une pédagogie innovante, mêlant apprentissage et jeu, et permettant de faire passer des messages-clés par des mises en situation ludiques. Pour l'Afrique du Sud, des partenaires tels que Open Design Afrika et Wetopia ont également été identifiés pour nous accompagner dans la création de ce type de contenus.
- **L'intégration du genre** à chaque étape du parcours pour lever les freins spécifiques rencontrés par les femmes, et la création de programmes 100% féminins lorsque cela est nécessaire.

Publics ciblés par cette activité : les équipes qui mettent en œuvre le projet, dont les Chargés d'accompagnement.

Durée de l'activité : les 4 premiers mois du projet, même si les partenaires souhaitent adopter une démarche de recherche – action, et se laisser la possibilité d'ajuster la méthodologie à plusieurs reprises.

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : Responsable innovation PULSE, équipes de mise en œuvre des programmes d'accompagnement d'Oribi et de Jógjêf et potentiels partenaires externes (PLAY International...).

Indicateurs de suivi de l'activité :

- Au moins 6 outils d'accompagnement créés ou mis à jour pour traiter de 3 problématiques liées au caractère inclusif des programmes d'incubation

Activité 1.3 : Organisation de visites d'études et de sessions d'échange de bonnes pratiques et d'outils sur l'entrepreneuriat inclusif entre les partenaires du projet.

Modalités de mise en œuvre : L'originalité du projet réside dans la mise en commun des expériences d'un incubateur sénégalais, basé à Ziguinchor et d'un incubateur sud-africain, basé au Cap. En effet, nous partons du principe que les deux incubateurs possèdent des compétences complémentaires sur les questions d'accessibilité à l'entrepreneuriat social, malgré des contextes d'intervention différents. Oribi s'intéresse depuis sa création en 2018 aux questions d'accessibilité des entrepreneurs issus de zones marginalisées (townships, zones rurales) à ses programmes, déploie des programmes thématiques depuis 2020, et sexo-spécifiques depuis 2021. Jógjêf déploie quant à lui depuis 2021 des programmes à destination des jeunes issus de zones marginalisées (la Casamance), public très bien connu de l'UVS. Pour faciliter la mise en commun des compétences et le partage de bonnes pratiques entre les partenaires du projet, il est proposé :

- La conduite d'une visite d'étude de l'équipe de Jógjêf en Afrique du Sud et d'une visite de l'équipe d'Oribi au Sénégal au cours du projet ;
- L'organisation de dispositifs croisés d'appui, afin de capitaliser sur les points forts de chaque incubateur. Ces réunions pourront également porter sur des retours d'expérience et apprentissages suite au déploiement des outils et activités de sensibilisation, de formation et d'accompagnement par les deux SA dans le cadre du projet REACH. Des problématiques plus transverses telles que la mesure de l'impact des programmes d'accompagnement seront également abordées.

Publics ciblés par cette activité : Oribi et Jógjêf

Durée de l'activité : 2 visites de 5 jours,

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : Oribi et Jógjêf, avec la facilitation de PULSE

Indicateurs de suivi de l'activité :

- 2 visites d'études organisées entre l'Afrique du Sud et le Sénégal
- 6 réunions de capitalisation croisées organisées

Résultat 2 : Les SA partenaires essaient leur méthodologie de sensibilisation et d'accompagnement à l'entrepreneuriat social vers de nouveaux partenaires et territoires.

Indicateurs du résultat :

- *Indicateur 1 : 1400 jeunes et femmes sensibilisés à l'entrepreneuriat social par les OSC (organisations intermédiaires œuvrant en faveur des femmes et/ou des jeunes) formées par Jógjêf et Oribi, dans l'année suivant leur formation*

Activité 2.1 : Identification et cartographie des OSC œuvrant en faveur des jeunes et/ou des femmes en Casamance et dans les zones marginalisées d'Afrique du Sud

Modalités de mise en œuvre : Jógjêf et Oribi souhaitent contribuer au renforcement de l'écosystème régional et national. Pour cela, une des clés de succès consiste en la montée en compétences d'autres structures qui œuvrent en faveur d'une meilleure intégration socio-professionnelle des femmes et des jeunes des zones marginalisées. Ainsi, il est prévu ici de partir des partenaires existants des deux SA et de l'enrichir, notamment grâce aux groupes de travail

(activité 1.1), des acteurs en présence en Casamance (associations de jeunes ou de quartiers, organismes de formation, etc.) et en Afrique du Sud (organisations agissant auprès des jeunes et des femmes des zones rurales ou des townships des régions du Cap Occidental et du Gauteng). Il s'agira ensuite de leur proposer un partenariat plus étroit et un dispositif de formation et de montée en compétences sur l'ES décrit dans les deux activités suivantes. Les OSC partenaires pré-identifiées sont citées dans l'activité 2.3.

Publics ciblés par cette activité : SA partenaires

Durée de l'activité : 1 mois sur le premier semestre du projet

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : Equipes programmes et partenariats d'Oribi et de Jógjēf, avec une facilitation de la Responsable des partenariats PULSE et de l'UVS (Responsable UVS, Responsable études et plaidoyer)

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 2 cartographies créées*

Activité 2.2 : La conception de parcours de formation à l'entrepreneuriat social à destination d'OSC intermédiaires

Modalités de mise en œuvre : Les SA partenaires, appuyées par PULSE, cocréeront un parcours de formation pour le personnel de ces organisations afin qu'elles soient en capacité de : i) mieux comprendre l'opportunité représentée par l'entrepreneuriat à impact ; ii) et donc, de mieux aiguiller leurs propres bénéficiaires vers les dispositifs d'accompagnement existants (lesquels seront également recensés afin de valoriser la complémentarité).

Les contours et le format de ce parcours de formation seront affinés suite aux rencontres avec de potentiels OSC intermédiaires, mais il est d'ores et déjà envisagée de leur transmettre l'information sous la forme d'un jeu, qu'elles pourront ensuite réutiliser auprès de leurs bénéficiaires.

Publics ciblés par cette activité : OSC intermédiaires

Durée de l'activité : 3 mois sur le semestre 2 du projet

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : Responsables incubateurs et personnes responsables ou chargées de sensibilisation / inclusion d'Oribi et Jógjēf, avec un appui de la Responsable Innovation de PULSE et de potentiels partenaires prestataires.

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 2 parcours de formation créés*

Activité 2.3 : Formation de 50 OSC (30 au Sénégal, 20 en Afrique du Sud) et (donc environ 100 personnes) à la sensibilisation de leurs bénéficiaires à l'entrepreneuriat social

Modalités de mise en œuvre :

Des OSC sud-africaines et sénégalaises seront sélectionnées, en fonction de leur intérêt pour l'ES, de la disponibilité de leurs équipes et de manière à avoir un panel homogène de structures travaillant dans les différents départements de la Casamance et avec les femmes et les jeunes pour Jógjēf, et d'avoir un nombre équitable de structures basées dans la région du Western Cape et du Gauteng, travaillant avec les jeunes et avec les femmes, et avec des publics issus de zones rurales ou de townships pour l'Afrique du Sud.

En Afrique du Sud, des organisations pré-identifiées incluent : Women en Farms, Ikamva Amandla Development, Oxfam South Africa, WeThinkCode, Dearmigl's Acadely, The Youth Cafe, Youth Capital, Khwela Academy, Gold Youth Development Agency, etc. Ces organisations travaillent respectivement sur l'action contre les violences liées au genre, sur l'inclusion sociale et économique des jeunes des townships et des zones rurales etc. Des opérationnels ou partenariaux existent avec la majorité des autres organisations citées. Au Sénégal, à l'heure actuelle, Jógjēf a déjà noué un partenariat avec l'Alliance Française et espère former, dans un premier temps, les personnels des ENO de

l'UVS. Leur cible est également les associations de quartiers et/ou clubs de jeunes ; ces derniers sont d'ores-et-déjà organisés et constitueront des canaux privilégiés pour sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat à impact.

La formation du personnel des OSC identifiées sera effectuée par les équipes de Jógjêf et d'Oribi, en présentiel. Nos équipes suivront ensuite l'appropriation des outils par les OSC accompagnées en effectuant un suivi mensuel de leurs actions, afin de quantifier approximativement le nombre de jeunes et de femmes sensibilisées à l'entrepreneuriat social grâce à notre formation et les outils de sensibilisation transmis. Nous estimons le nombre de jeunes et de femmes bénéficiaires indirects de notre action à 1400 personnes (800 en Afrique du Sud, 600 au Sénégal). Au Sénégal, en lien avec les pratiques locales et afin de faciliter le test effectif des outils, une dotation pourra être donnée à aux organisations qui en auraient le plus besoin. Celle-ci servira à acheter du petit matériel et/ou des consommables nécessaires à la tenue de formations à destination des femmes et des jeunes.

Publics ciblés par cette activité : OSC s'engageant dans le parcours de formation, ainsi que leurs bénéficiaires

Durée de l'activité : Au moins 1 an et demi, à partir du S3 et jusqu'à la fin du projet

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : les équipes d'Oribi (Chef de projet inclusion) et de Jógjêf (Responsable accompagnement, chargés de sensibilisation)

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 50 OSC formées (dont 50% d'organisations œuvrant pour les femmes, 50% œuvrant pour les jeunes, et 80% auprès de publics issus de zones marginalisées)*

Activité 2.4 : Ouverture d'antennes en Casamance par Jógjêf et le déploiement de nouvelles actions par Oribi hors de la ville du Cap

Modalités de mise en œuvre : L'objectif du projet REACH est aussi de permettre aux SA partenaire d'accroître la portée géographique de leurs actions, pour aller toujours au plus près des bénéficiaires des zones marginalisées ciblées (départements de la Casamance, zones rurales et townships sud-africains). Ainsi, au Sénégal, l'UVS et PULSE souhaitent consolider l'incubateur situé dans les locaux de l'ENO de Ziguinchor (lequel a un rayonnement dans toute la Casamance), mais aussi préparer les conditions pour la création d'une antenne de Jógjêf au sein de l'ENO de Kolda (en année 2 du projet) et à Sédhiou (en année 3 du projet). Cette décision est motivée notamment par la volonté de rapprocher l'incubateur de ses bénéficiaires en s'appuyant sur des facilités existantes. Le projet REACH prévoit donc la mise à disposition d'un Chargé de sensibilisation et d'accompagnement à Kolda, et d'un autre à Sédhiou, afin de mener à bien les actions de sensibilisation et d'accompagnement en idéation décrite dans l'OS2. A l'échelle nationale sénégalaise, il est nécessaire aussi de renforcer les liens entre les différents partenaires impliqués, passant par davantage de missions pour permettre les échanges entre Dakar (où l'UVS est basée) et Ziguinchor (où Jógjêf est situé), mais aussi entre les différents ENO de l'UVS (dont celui de Kolda). Cela est essentiel afin de bien capitaliser sur ce partenariat unique mêlant experts de terrain de l'entrepreneuriat et université publique.

En Afrique du Sud, l'objectif est d'accroître le nombre d'actions à portée nationale, et de mener davantage d'actions hors de la ville du Cap pour aller vers le Gauteng (région de Johannesburg) et d'autres régions. Pour ce faire, il est prévu de renforcer les actions de communication et de sourcing en zones rurales et périurbaines. Le programme Girls in Business (détaillé dans l'OS2) sera également étendu pour toucher davantage de communautés des townships. Le programme d'incubation cœur d'Oribi autour de la sécurité alimentaire prendra, grâce à REACH, une véritable ampleur nationale, avec des événements et des visites terrain organisées dans la région du Gauteng et un sourcing couvrant l'intégralité du pays. Par ailleurs, via l'activité de formation de différentes antennes d'OSC (activité 2.3.) partenaires, de nouvelles régions seront touchées par l'action d'Oribi. Il est également envisagé de renouveler un partenariat avec l'Université de Limpopo, pour accompagner de jeunes étudiants à développer leurs projets entrepreneuriaux, dans cette région isolée au fort potentiel agricole.

Publics ciblés par cette activité : les jeunes et les femmes de Casamance (particulièrement dans les départements de Kolda et Sédhiou), les jeunes et les femmes de zones rurales ou marginalisées d'Afrique du Sud.

Durée de l'activité : Sur toute la durée du projet. En particulier, l'ouverture des antennes de Jógjêf sont prévues en année 2 et 3.

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : les équipes d'Oribi, de Jógjêf et de l'UVS (Responsables d'ENO)

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 2 nouvelles antennes créées par Jógjêf en Casamance (à Kolda et à Sédhiou) grâce au recrutement de chargés de sensibilisation et d'accompagnement*
- *Indicateur 2 : 6 programmes sont déployés par Oribi hors de la ville du Cap*

Résultat 3 : La reconnaissance de l'entrepreneuriat social (notamment par les pouvoirs publics) en tant qu'opportunité d'intégration sociale et économique des femmes et des jeunes de zones marginalisées est renforcée

Indicateurs du résultat :

- *Indicateur 1 : 200 acteurs de l'écosystème (dont 20 acteurs publics) touchés par les actions des SA partenaires de valorisation, de création de connaissance et de communication en faveur d'un entrepreneuriat social inclusif*

Activité 3.1 : Mise en place, en lien avec des partenaires universitaires, d'une stratégie robuste et inclusive de mesure de l'impact et de valorisation des actions déployées par les SA partenaires et de leurs impacts

Modalités de mise en œuvre : Jógjêf, comme Oribi, a su développer des liens très étroits avec des universités. L'objectif du présent projet est de mieux exploiter cette relation pour mettre en place une vraie démarche de recherche – action autour de la mesure de l'impact des activités déployées. Oribi a déjà bénéficié d'un accompagnement vers la définition de sa Théorie du Changement et de la mesure de son impact en tant qu'incubateur dans le cadre du projet Afrique Pulse. Dans le cadre du projet REACH, il s'agira de créer des outils de collecte de données davantage centrés sur le bénéficiaire, et de mesurer l'impact de chaque programme d'accompagnement, au-delà de l'impact de l'action de la SA dans son intégralité. La mesure de l'impact nous apparaît ici comme un vecteur important de valorisation d'un entrepreneuriat social inclusif : en démontrant de manière rigoureuse et attractive l'effet de nos actions sur l'intégration de jeunes et de femmes de territoires marginalisés, nous souhaitons rallier davantage de partenaires, notamment d'acteurs publics, à notre action et inciter la mise en place de plus d'activités de soutien à l'entrepreneuriat pour ces publics.

Par conséquent, il est prévu :

- Pour Jógjêf, grâce à l'accompagnement de l'UVS, de mettre en place une vraie démarche de mesure de l'impact, impliquant la création d'indicateurs et d'outils de collecte sur mesure et d'outils d'analyse faciles à utiliser. Pour cette activité, l'UVS pourra s'appuyer sur les outils déjà mis en place dans les autres incubateurs de PULSE (dont Oribi) ; lesquels avaient été financés par l'AFD dans le cadre du programme « Afrique PULSE ». Cependant, il sera sans doute nécessaire de les adapter au contexte sénégalais.
- Pour Oribi, grâce à l'accompagnement de l'Université de Stellenbosch le renforcement du processus de suivi-évaluation de ses programmes pour le rendre plus inclusif des bénéficiaires, et la création de nouveaux outils de collecte de données plus adaptés aux communautés ciblées par REACH, notamment en s'appuyant sur des technologies usant peu de données (par exemple, l'utilisation de WhatsApp pour réaliser les enquêtes de satisfaction par exemple). Ces résultats seront partagés avec Jógjêf.

Publics ciblés par cette activité : les deux SA partenaires, Jógjêf et Oribi

Durée de l'activité : cette activité sera lancée en début de projet, mais les outils de suivi-évaluation et de mesure d'impact seront déployés tout au long du projet.

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : Chez Jógjēf, une personne sera spécifiquement embauchée au sein de l'incubateur pour s'assurer du suivi-évaluation du projet et du plaidoyer. A Oribi, cette mission sera assurée par la Responsable de l'incubateur et le responsable des opérations, avec l'appui des chefs de projet.

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 2 systèmes d'indicateurs et d'outils inclusifs de collecte et d'analyse de données sont créés ou améliorés, et déployés par les SA partenaires pour mesurer l'impact de leurs programmes d'accompagnement*

Activité 3.2 : Définition et activation d'une stratégie de promotion d'un entrepreneuriat social inclusif

Modalités de mise en œuvre : Avec le projet REACH, les SA partenaires du projet ainsi que l'UVS souhaitent véritablement avoir un impact systémique sur les écosystèmes de l'entrepreneuriat social et de l'intégration des femmes et des jeunes des deux pays ciblés. Le rapport de l'OIT sur l'ESS en Afrique auxquels ont contribué Oribi et Jógjēf préconise que les acteurs de l'écosystème de l'innovation sociale devraient être consultés pour construire des cadres et dispositifs qui prennent en compte les réalités de terrain. Les équipes des SA partenaires ont donc vocation à devenir de véritables ambassadeurs d'un ES inclusif. La participation à des événements sera inscrite au cœur de leurs missions, tout comme l'intégration de réseaux, l'organisation d'événements de promotion des résultats du projet, et la participation à des rencontres avec des décideurs économiques et politiques en charge de i) l'encadrement réglementaire de l'ESS, ii) l'accompagnement et le financement des entrepreneurs, et iii) l'insertion des jeunes et des femmes. Les Responsables d'incubateurs et leur équipe (en particulier les personnes en charge de la communication et des partenariats) définiront dès le début du projet, avec l'appui de PULSE, à une déclinaison locale du plaidoyer porté par l'association française (à paraître en décembre 2022), et à une stratégie de diffusion des résultats du projet et des modalités de promotion de recommandations conceptualisées au début du projet (cf. activité 1.1). Pour cela, ils s'appuieront sur les partenaires déjà identifiés (cf. partie III.5).

Publics ciblés par cette activité : Les acteurs des écosystèmes sénégalais et sud-africains (acteurs publics, privés, OSC, incubateurs etc.)

Durée de l'activité : toute la durée du projet

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : l'UVS, les équipes des SA partenaires, en particulier les Responsables d'incubateur et les chargés de communication et de partenariats. Un appui sera apporté par la Responsable communication de PULSE.

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : Au moins 30 participations par les SA partenaires à des événements, rencontres et groupes de travail pour promouvoir un ES inclusif*

Activité 3.3 : Publication et diffusion de rapports et contenus sur l'entrepreneuriat inclusif et sur les résultats du projet REACH (rapports d'impact, publications presse, vidéos...)

Toujours dans la démarche de consolider le dispositif de communication mis en place pour valoriser les activités des SA partenaires et leur action en faveur d'un ES inclusif des jeunes et des femmes et davantage s'ancrer au sein de leur écosystème, les partenaires du projet ont prévu de :

par

- Produire et de diffuser largement, une fois la mesure de l'impact consolidée, des rapports d'impact accessibles ;
- Produire des vidéos de capitalisation et des rapports et/ou manifestes sur l'entrepreneuriat social (cf. activité 1.1) ;
- Et d'autres livrables dont le format, innovant, reste à définir.

Les canaux de diffusion envisagés sont :

- Le relai des partenaires existants de chaque SA et de PULSE. Concernant le Sénégal, l'UVS (basée à Dakar mais présente dans tout le pays) aura la responsabilité de s'assurer de la qualité des livrables produits et à en assurer la diffusion autour d'un panel d'acteurs universitaires et de décideurs économiques et politiques, via notamment l'organisation d'événements dédiés ;
- Le relai des nombreuses OSC intermédiaires renforcées (50 à l'échelle du projet) ;
- Le relai des acteurs publics ou privés renforcés, et des partenaires financeurs du projet REACH.

Publics ciblés par cette activité : acteurs de l'écosystème, acteurs universitaires et décideurs économiques et politiques, grand public

Durée de l'activité : du début à la fin du projet

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : Oribi (Responsable d'incubateur, Responsable communication et communauté) Jógjéf (Responsable incubateur et responsables communication), UVS (Responsable d'études et de plaidoyer), PULSE (Responsable communication, Responsable partenariats)

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 10 rapports et contenus produits et diffusés*
- *Indicateur 2 : 60 partenaires relayant les rapports et contenus produits*

Objectif spécifique 2 : Soutenir la création et le développement de projets à impact social ou environnemental portés par des femmes et des jeunes issus de zones marginalisées.

Afin de rendre l'entrepreneuriat social plus accessible à notre public cible, REACH vise dans un second temps à permettre aux SA partenaires d'agir directement auprès des bénéficiaires cibles en les accompagnant, de l'émergence au financement de leur projet. Elles travailleront ainsi avec des porteurs de projets à impact social ou environnemental sur des zones géographiques nouvelles et à tout stade de développement de leur projet. Tout d'abord, elles offriront à des publics éloignés de l'entrepreneuriat une opportunité de se familiariser avec l'entrepreneuriat social et même de s'essayer à l'expérience entrepreneuriale via des actions de sensibilisation et d'accompagnements en idéation (R1). Elles s'adresseront également à des porteurs de projets plus matures en offrant aux femmes et aux jeunes des zones ciblées un accès renforcé aux dispositifs d'incubation et de financement de leurs projets entrepreneuriaux à impact, en rendant les programmes des incubateurs existants plus inclusifs, et en en créant de nouveau spécifiquement adaptés à leurs besoins (R2). Enfin, les SA souhaitent renforcer leur capacité à fédérer autour des entrepreneurs accompagnés, un réseau de soutien, leur ouvrant des opportunités pendant mais aussi à leur sortie de nos programmes d'incubation (R3).

Résultat 1 : Des femmes et des jeunes développent leur esprit entrepreneurial et sont encouragés dans l'émergence de leur projet à impact

Indicateurs du résultat:

- *Indicateur 1 : 700 jeunes de zones marginalisées personnes (dont 80% de femmes) améliorent leurs compétences entrepreneuriales en étant sensibilisés à l'ES et/ou en accédant à des programmes tremplin d'idéation mis en place par les OSC intermédiaires*

Activité 1.1 : Réalisation de sessions de sensibilisation à l'entrepreneuriat social pour les jeunes et les femmes de zones marginalisées par Jógjéf et Oribi

Modalités de mise en œuvre : En complément des activités de formation d'OSC intermédiaires décrites en activité A.2.3. de l'OS1 qui permettront la sensibilisation indirecte à l'entrepreneuriat social d'au moins 1 400 jeunes et femmes, les SA partenaires du projet sensibiliseront également directement certains groupes cibles à l'entrepreneuriat.

En Afrique du Sud, Oribi, sensibilisera directement 400 jeunes lycéennes des townships de la région du Cap Occidental à l'entrepreneuriat social via des sessions de 2 ou 3 heures dispensées directement auprès des jeunes filles. Ces dernières auront ensuite la possibilité d'intégrer directement le programme d'idéation « Girls in business » (cf. Activité 1.2.). Au Sénégal, en lien avec les OSC préalablement identifiées, l'incubateur souhaite mettre en place des actions pour assurer l'accessibilité des dispositifs d'accompagnement auprès du plus grand nombre : i) organisation de sensibilisations auprès d'au moins 300 jeunes en Casamance; ii) mise en place d'outils de sensibilisation novateurs, via le jeu et/ou le numérique, permettant de toucher plus de femmes et de jeunes, avec l'appui de PLAY International ; iii) organisation de séances de présentation des appels à candidatures sur les réseaux sociaux.

Publics ciblés par cette activité : 400 lycéennes des townships en Afrique du Sud ; 300 jeunes sénégalais

Durée de l'activité : février – mars 2024 et février – mars 2025 pour Oribi ; sur toute la durée du projet au Sénégal, afin d'arriver des séances de sensibilisation en « continu » et/ou au gré des opportunités partenariales.

Acteurs (internes ou externes) en charge de l'exécution : Chargés de sensibilisation ou d'inclusion d'Oribi et Jógjēf.

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 700 jeunes de régions marginalisées sensibilisés directement à l'ES (dont 80% de femmes)*

Activité 1.2 : Déploiement de programmes d'idéation à destination de femmes et/ou de jeunes et/ou personnes issues de régions marginalisées, incluant coaching individuel, formations collectives, événements et octroi de bourses

Modalités de mise en œuvre : Une fois les jeunes et les femmes sensibilisés, les SA partenaires déploieront des programmes d'accompagnement en idéation pour accompagner les plus motivés dans une première expérience entrepreneuriale et dans l'identification d'une idée de projet d'entreprise sociale.

En Afrique du Sud, ce dispositif d'idéation prendra la forme de :

1. Le programme Girls in Business

Deux éditions d'un programme d'accompagnement intitulé « Girls in Business » (dont une première version pilote a été testée avec succès en 2022) de 6 mois, destiné à 200 jeunes lycéennes des townships (100 par cohorte). Ce programme est divisé en trois phases clés : un premier événement « bootcamp d'idéation », où 100 jeunes (sourcés par des associations partenaires rémunérés à hauteur de 250 euros pour leur participation) divisées en 20 équipes de 5 identifient une problématique rencontrée dans leur communauté et y proposent une solution entrepreneuriale. Au terme de cette journée, les 5 équipes (25 jeunes) les plus prometteuses bénéficient d'un accompagnement complémentaire de 3 mois comprenant coaching par l'équipe d'Oribi, mentorat, et masterclass collectives. Les projets les plus avancés continueront d'être suivis et bénéficient d'une bourse de prototypage et de lancement à hauteur de 750 euros.

2. Le programme Bridging the Gender Gap

Ce nouveau programme d'accompagnement sera créé par Oribi suite à la réalisation d'une mise à jour d'un diagnostic des besoins des femmes entrepreneures de la région du Cap Occidental, particulièrement celles résidant dans les zones marginalisées. Il consistera à accompagner, au cours de 2 promotions de 3 mois, 30 femmes (dont 50% de jeunes, 80% issues des townships ou de zones rurales) vers le développement de leur projet entrepreneurial. Il comprendra formations collectives, suivi individuel, coaching et événements de mise en réseau et de mise en valeur des projets. Ce programme s'emploiera à lever les freins spécifiques à l'entrepreneuriat des femmes, notamment en octroyant à chacune d'entre elles une « bourse de vie » d'un montant de 500 euros, à usage inconditionnel (ie. payer pour des gardes d'enfants, du matériel pour leur projet entrepreneurial, couvrir leur frais de transport...), pour leur permettre de suivre ce programme et développer leur projet dans les meilleures conditions possibles.

3. Le challenge d'innovation en idéation *Bridging the Gaps – Food System*

Oribi s'est spécialisé depuis 2 ans sur la thématique de l'agro-alimentaire afin de répondre à l'enjeu de la sécurité alimentaire en Afrique du Sud. Les équipes de l'incubateur souhaitent ajouter au programme d'incubation cœur portant sur la sécurité alimentaire, un challenge d'innovation de 6 semaines, permettant à 100 entrepreneurs (2x50) sourcés au niveau national de développer leur solution d'innovation sociale. Une stratégie de sourcing orientée vers les jeunes et femmes des territoires cibles sera menée, reposant entre autres sur les OSC formées à l'entrepreneuriat social et une stratégie web et presse inclusive. Le programme d'idéation Bridging the Gaps comprendra des webinaires avec des invités inspirants, des études de cas, et un coaching d'entrepreneurs dans le domaine de l'agro-alimentaire. Au terme de l'idéation, 60 entrepreneurs (2x30) eux intégreront le programme d'incubation détaillé dans l'activité suivante.

Au Sénégal, les jeunes accompagnés cumulent souvent plusieurs facteurs de vulnérabilité. Pour ces jeunes-ci, le développement d'un « mindset entrepreneurial » demande beaucoup de temps ; d'où la volonté des partenaires de déployer des parcours de sensibilisation tout au long des trois ans. Or, certains jeunes peuvent d'ores-et-déjà avoir une « idée de projet ». Pour ces jeunes, l'idée est de leur proposer un parcours d'idéation, comprenant :

- Du suivi individuel opéré à Ziguinchor mais aussi par les personnes déployées à Kolda et à Sédhiou ;
- Des formations collectives ;
- L'accès à un espace de travail, en ligne ou en présentiel (au sein des ENO partenaires) ;
- L'accès à une bourse de prototypage en fin de parcours (1 000€) dite « bourse espoir »

Pour les jeunes qui étaient auparavant accompagnés par une OSC partenaire, un lien sera fait avec la dite OSC pour assurer une continuité dans l'accompagnement et tenir compte des conditions psycho-sociales des jeunes, et notamment des femmes. La prise en charge des frais de participation des jeunes au programme est également prévue afin d'assurer l'accès de toutes et tous aux activités. Au final, ce programme d'idéation durera 3 mois, et sera répété 3 fois dans le cadre du projet REACH. L'objectif est d'accompagner au moins 16 jeunes minimum (dont 50% de femmes en Année 1), majoritairement issus de la région de Ziguinchor (afin d'effectuer ce suivi individuel au plus près). En Année 2, 10 jeunes supplémentaires seront pris en charge par le Chargé de sensibilisation et d'accompagnement déployé à Kolda. En Année 3, 10 jeunes supplémentaires seront pris en charge par le Chargé de sensibilisation et d'accompagnement déployé à Sédhiou. A noter que ce programme étant moins mature que les activités déployées en Afrique du Sud, Jógjēf espère faire évoluer son accompagnement en idéation (notamment des femmes) grâce à l'expérience d'Oribi.

Publics ciblés par cette activité : en Afrique du Sud, au total, 200 jeunes lycéennes des townships (GIB), 30 femmes (BTgG), 100 entrepreneurs (BTgFS) touchés par les activités mises en place ; au Sénégal, 78 jeunes (dont 50% de femmes) accompagnés en idéation au cours des 3 ans.

Durée de l'activité : en Afrique du Sud, tout au long du projet, avec le lancement des deux promotions BTgG en années 1 et 2, et des promotions GIB en années 2 et 3 ; au Sénégal, tout au long du projet, avec le lancement de trois promotions d'idéation (1 / an) et le déploiement progressif des activités à Kolda et Sédhiou.

Acteurs (internes ou externes en charge de l'exécution) : Equipes d'incubation et d'accompagnement des SA partenaires, appuyés par les responsables d'incubateurs et des opérations.

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 7 appels à candidature sensibles aux enjeux de genre et des jeunesses lancés et relayés pour des programmes d'idéation (4 en Afrique du Sud, 3 au Sénégal)*
- *Indicateur 2 : 408 personnes bénéficiaires de programmes d'idéation (dont 80% de femmes et 90% de jeunes et 85% porteurs d'idées de régions marginalisées)*

Résultat 2 : Des femmes et des jeunes bénéficient d'un accès renforcé aux dispositifs d'incubation et de financement de leurs projets entrepreneuriaux à impact

Indicateurs du résultat :

- *Indicateur 1* : 60 entreprises sociales nouvelles créées (dont 60% par des femmes, 85% par des jeunes et 70% issus de zones marginalisées) après leur passage par les programmes d'accompagnement des SA partenaires.

Activité 2.1 : Déploiement de programmes d'incubation inclusifs, et pour certains thématiques, prenant en compte les enjeux de jeunesse et de genre

Modalités de mise en œuvre : Au-delà de sensibiliser des jeunes et des femmes à l'ES et d'accompagner d'aspirants porteurs de projet à développer leur idée, le projet REACH souhaite également permettre la création, le développement et la pérennité de véritables entreprises sociales créatrices d'emploi par les bénéficiaires cibles du projet. Pour ce, des programmes d'incubation et de financement seront déployés par les deux SA partenaires. Ces programmes d'incubation permettront de continuer à suivre certains entrepreneurs issus des programmes d'idéation, mais aussi d'en intégrer de nouveaux.

Afrique du Sud :

Le programme d'incubation mené par Oribi sera thématique autour de la sécurité alimentaire. En effet, la sécurité alimentaire du pays est aujourd'hui mise à mal (dérèglement climatique, crise sanitaire, fragmentation du marché agricole) et 25% des ménages (particulièrement dans les zones péri-urbaines) n'ont pas un accès adéquat à la nourriture. Par ailleurs, les systèmes de production dans les zones rurales demeurent particulièrement inégalitaires. Le programme d'incubation Food System, déployé majoritairement en ligne, visera ainsi à inclure 60% de femmes, 80% de jeunes de 18 à 34 ans, et 50% de personnes issues de zones rurales ou de townships. Ce programme ne sera donc pas exclusivement réservé aux bénéficiaires ciblés par REACH, mais leur permettra au contraire d'intégrer l'écosystème de l'entrepreneuriat social formel et d'être au contact d'entrepreneurs aux profils différents, dans une optique de co-développement. REACH permettra de tester certains outils méthodologiques et des pédagogies inclusives développées dans l'OS1.

Le programme d'incubation Food system de 6 mois pour 30 entrepreneurs par promotion pour passer de l'idée au marché. L'accompagnement comprendra masterclass, mentorat, suivi individuel et visites-terrain par l'équipe d'Oribi, et événements de networking à échelle nationale (au Cap et à Johannesburg).

Sénégal :

Pour les projets plus matures, un programme d'incubation sera mis en place pour permettre aux porteurs de projet de sécuriser le développement de leurs activités à impact. Etant donné que l'ES est peu connu dans le territoire et que Jôgjêf est le seul incubateur intégralement dédié à l'ES, le choix a été fait de ne pas thématiquer, en Année 1, le programme d'accompagnement #Jêfimpact, même si un effort accru sera fait pour renforcer l'expertise mobilisable dans les secteurs agro-alimentaire (la Casamance étant la région agricole la plus riche du Sénégal, de nombreux projets portent sur ce secteur) et « tech / numérique » (en raison du partenariat avec l'UVS et des discussions en cours avec FORCE-N). Ces deux thématiques pourront donner naissance à des programmes dédiés en Années 2 et 3 si cela est jugé pertinent par les équipes. Concrètement, le déploiement de #Jêfimpact impliquera un parcours d'accompagnement de 6 mois, comprenant suivi individuel, formations collectives, événements de mise en réseau et mentorat. Les jeunes participants pourront être issus du programme d'idéation, mais pas nécessairement d'où le lancement d'un AAC spécifique. Le programme sera répété 3 fois au cours du projet ; si l'accompagnement individuel et certaines activités pourront être progressivement pris en charge par les Chargés de sensibilisation et d'accompagnement déployés à Kolda et Sedhiou, les temps collectifs seront organisés à Ziguinchor, afin de faire émerger un vrai « esprit de communauté » et de permettre aux jeunes et femmes issus de zones éloignées d'avoir accès à de nouvelles opportunités (réseaux, événements, partenaires). In fine, les bénéficiaires pourront se présenter devant un Comité de financement (cf. infra).

Publics ciblés par cette activité : en Afrique du Sud, 60 entrepreneurs au total (dont 60% de femmes, 80% de jeunes et 50% issues de zones rurales ou de townships) ; au Sénégal, 40 jeunes casamançais au total (dont 50% de femmes)

Durée de l'activité : programmes de 6 mois renouvelés 2 fois pour Oribi, 3 fois pour Jôgjêf au cours du projet

Acteurs (internes ou externes en charge de l'exécution) : Responsable et chargés d'incubation des SA partenaires, avec un appui de toute l'équipe.

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 5 programmes d'incubation de 6 mois déployés en Afrique du Sud et au Sénégal*
- *Indicateur 2 : 100 porteurs de projets accompagnés par ces programmes (dont 60% de femmes, 85% de jeunes et 70% issus de zones marginalisées)*

Activité 2.2 : Déploiement de programmes d'octroi de subventions et d'accompagnement au financement

Modalités de mise en œuvre : Chaque SA partenaire proposera, au terme de ses programmes d'incubation, un dispositif d'accompagnement technique, stratégique et financier complémentaire pour les accompagner vers la recherche de financement. Ceci est essentiel pour assurer la durabilité et la soutenabilité financière des entreprises sociales incubées. De plus, des subventions de développement seront octroyées aux entreprises sociales les plus matures et prometteuses. Par ailleurs, les entreprises sociales incubées qui ne seront pas sélectionnées pour participer à ces programmes seront toutefois, en fonction de leur maturité et typologie, réorientées vers des opportunités alternatives d'accompagnement, grâce aux liens créés avec d'autres SA externes (cf. R1.3).

A Oribi, les 15 entrepreneurs les plus matures incubés le programme d'accompagnement au financement au terme de leur incubation. Ils seront, dans ce cadre, formés au pitch de leur entreprise devant des investisseurs, accompagnés dans la compréhension d'un processus de due diligence pour accéder aux financements, et suivi par l'équipe d'Oribi et leurs mentors. Au terme de 3 mois d'accompagnement au financement, les 5 entreprises les plus prometteuses seront sélectionnées pour recevoir une subvention de 5 000 euros de la part d'Oribi pour soutenir leur développement en pré-amorçage et en amorçage. Ces entrepreneurs continueront d'être suivis par l'équipe Oribi avec un coaching mensuel pour accompagner leur développement commercial et leur gestion de la subvention.

Au Sénégal, les projets qui seront accompagnés seront sélectionnés à la suite de la tenue d'un Comité de financement. Les entrepreneurs accompagnés dans le cadre du programme d'incubation seront spécifiquement « coachés » en vue de cette échéance. Concrètement, ce programme proposera un parcours d'accompagnement de 3 mois, comprenant suivi individuel et formations collectives ainsi que l'appui à la gestion d'une subvention d'un montant maximal de 2 500€. Afin de donner sa chance à toutes et tous, Jógjêf se réserve la possibilité de sélectionner des entrepreneurs ayant été « recalés » en année N-1, et ce, dans le cadre du suivi post-incubation réalisé auprès de chacun (cf. infra).

Publics ciblés par cette activité : 15 entrepreneurs (dont 10 financés) pour Oribi; 30 entrepreneurs financés pour Jógjêf

Durée de l'activité : les 3 mois suivant chacun des programmes d'incubation déployés par les partenaires ; le parcours d'accompagnement au financement sera donc renouvelé 3 fois dans le cadre du projet.

Acteurs (internes ou externes en charge de l'exécution) : Oribi (Responsable incubateur, chef de projet incubation) et Jógjêf (Responsable incubateur et Responsable accompagnement)

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 45 porteurs de projets accompagnés vers le financement de leur entreprise (dont 60% de femmes, 85% de jeunes et 70% issus de zones marginalisées)*
- *Indicateur 2 : 40 porteurs de projets financés par ces programmes (dont 60% de femmes, 85% de jeunes et 70% issus de zones marginalisées)*

Résultat 3 : Les femmes et jeunes entrepreneurs incubés disposent d'un réseau soutien leur ouvrant des opportunités et de perspectives de long terme pour leur projet d'entrepreneuriat social, pendant et post-accompagnement.

Indicateurs du résultat:

- *Indicateur 1 : Le taux de survie des entreprises créées un an après la clôture des programmes d'incubation (et/ou de financement) s'élève à 70%*

Activité 3.1 : Mise en place d'un dispositif de suivi individuel post-accompagnement pour chaque entrepreneur incubé

Modalités de mise en œuvre : Les ressources humaines et matérielles des SA partenaires du projet ne permettent aujourd'hui pas aux équipes de continuer d'accompagner les entrepreneurs de manière satisfaisante une fois sortis du programme d'incubation. Or, et cela est particulièrement vrai dans le cas des typologies d'entrepreneurs ciblés par le projet REACH, un suivi post-incubation à la fois individualisé (décrit dans cette activité et la suivante) mais aussi collectif (décrit dans les activités suivantes) permet d'améliorer le taux de survie des entreprises incubées en leur ouvrant de nouvelles opportunités de partenariat et/ou de financement grâce à un réseau élargi, en continuant à leur apporter un soutien technique, et en les accompagnant dans les grands jalons du développement de leur entreprise. Ainsi, Jógjēf comme Oribi souhaitent mettre en place un dispositif de suivi post-accompagnement intensif pour chacun des 100 entrepreneurs incubés au cours du projet, dont un volet individualisé, qui consisterait en 2 sessions de suivi individuel et de coaching par les équipes de SA partenaires dans l'année suivant leur sortie du programme d'incubation, et l'orchestration continue de sessions de mentorat.

Publics ciblés par cette activité : entrepreneurs incubés ; les équipes se laissent également la possibilité d'accompagner tout jeune qui a été sensibilisé et/ou formé en phase d'idéation.

Durée de l'activité : les 3 mois suivant chacun des programmes d'incubation déployés par les partenaires, même si l'accompagnement se fera au fil de l'eau

Acteurs (internes ou externes en charge de l'exécution) : Chargés d'accompagnement et d'incubation des SA partenaires.

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 100% des entrepreneurs incubés bénéficient du dispositif de suivi post-accompagnement mis en place*
- *Indicateur 2 : 200 séances de mentorat et/ou de suivi individuel post-accompagnement réalisées pour les alumni*

Activité 3.2 : Consolidation/structuration d'un système de mentorat et d'engagement bénévole des alumni

Modalités de mise en œuvre : Dans le cadre de son programme Girls in Business, Oribi travaillera spécifiquement à la création d'une communauté d'entraide entre les filles des différentes promotions, en incitant les jeunes alumni à relayer l'appel à candidatures dans leurs communautés, à participer aux journées d'innovation et à accompagner les lycéennes des nouvelles cohortes dans le développement de leur projet. Cette communauté sera animée à l'aide d'un chat Whatsapp, outil de communication massivement utilisé dans les townships. Des événements réunissant des équipes de filles de différentes promotions et leur permettant de mettre en avant leur projet seront également organisés. Enfin, les femmes entrepreneurs des promotions Food System et Bridging the Gender Gap seront encouragées à devenir mentors des jeunes générations de lycéennes entrepreneures. Au-delà de Girls in Business, le programme Food System s'appuiera sur le réseau d'alumni des 3 précédentes cohortes pour accompagner les bénéficiaires du projet REACH au mieux. Incubateur plus récent, Jógjēf a connu des difficultés à maintenir le lien avec la première promotion #Jēfimpact en raison d'un turn-over dans les équipes. Dans le cadre du projet REACH, l'incubateur souhaite renforcer l'esprit de communauté via des moyens similaires à Oribi (utilisation de WhatsApp et Facebook, organisation de campagnes de promotion des alumni et valorisation du mentorat).

Publics ciblés par cette activité : alumni de chacune des SA

Durée de l'activité : tout au long du projet, afin de maintenir l'intérêt des alumni, qui seront davantage sollicités lors de la préparation des différentes promotions d'accompagnement.

Acteurs (internes ou externes en charge de l'exécution) : Chargés d'accompagnement et d'incubation des SA partenaires, Responsables communication et communauté, Responsables des partenariats.

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 60 alumni impliqués dans les activités des SA partenaires (mentorat de jeunes ou femmes entrepreneurs, délivrance de formation, participation à des événements en tant que role model...)*

Activité 3.3 : Organisation par les SA partenaires d'événements au bénéfice des alumni favorisant la création d'opportunité de financement et de développement

Modalités de mise en œuvre : une condition pour la réussite de la précédente activité tient à la nécessité de continuer à offrir des perspectives aux alumni. Pour Oribi, cela passera par l'organisation d'événements de networking à Johannesburg et au Cap. Pour Jógjēf, la priorité sera de créer des passerelles formalisées avec d'autres programmes de soutien et/ou de financement pour assurer une continuité dans l'accompagnement proposé aux jeunes. En particulier, l'objectif sera de formaliser un partenariat avec la DER afin de faciliter l'accès des jeunes accompagnés par l'incubateur aux dispositifs publics proposés. Des événements tels que la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat seront utilisés pour faciliter la création d'opportunités de financement et de développement pour les entrepreneurs.

Publics ciblés par cette activité : les alumni de chacune des SA

Durée de l'activité : tout au long du projet

Acteurs (internes ou externes en charge de l'exécution) : Chargés d'accompagnement et d'incubation des SA partenaires, Responsables communication et communauté, Responsables des partenariats, autres acteurs approchés.

Indicateurs de suivi de l'activité :

- *Indicateur 1 : 6 événements dédiés aux alumni organisés par les SA partenaires*
- *Indicateur 2 : 40 partenaires (incubateurs externes, financeurs...) et/ou mentors engagés dans ces événements*

4.3 Pilotage et gouvernance du projet

- A. Répartition des responsabilités et des tâches entre l'OSC, les différents partenaires et les autres intervenants éventuels, y compris, le cas échéant, au sein du consortium

- A. Partenaires éventuels impliqués

L'ensemble des partenaires du projet sera impliqué (et notamment l'UVS en début de projet), même si PULSE aura la responsabilité d'impulser les démarches d'évaluation. Un recrutement dédié est même prévu au sein de Jógjēf pour faciliter l'appropriation de ces outils sur le terrain, et en faciliter son exploitation (notamment dans le cadre des activités de promotion). A noter que des partenaires externes pourront être sollicités pour renforcer les dispositifs existants et/ou lors du lancement de l'évaluation externe (à l'instar du réseau F3E).

V. STRATEGIE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DES PARTENAIRES

- A. Diagnostic réalisé sur les besoins en matière de renforcement de capacités du ou des partenaires ?

Le projet REACH souhaite capitaliser sur l'expertise mais aussi les besoins de chaque SA ; lesquels ont été recensés à l'occasion de points dédiés et des deux missions de terrain effectuées par PULSE en octobre 2022.

En **Afrique du Sud**, Oribi est une SA qui a déjà bénéficié d'activités de renforcement de ses capacités, dans le cadre notamment du projet « Afrique PULSE ». PULSE souhaite poursuivre son accompagnement en l'orientant davantage sur i) la structuration de l'incubateur à tous les niveaux (recrutement d'un Responsable des Opérations, en charge d'assurer la qualité des programmes et du suivi financier) ; ii) la consolidation de ses facteurs-clés de succès (dont les programmes d'accompagnement Girls in Business et Food Systems) ; iii) la capitalisation et diffusion de son savoir-faire au sein de l'écosystème sud-africain et au-delà.

Au **Sénégal**, Jógjéf est une structure jeune ; PULSE souhaite accompagner la structuration de cet incubateur mais aussi sécuriser son développement notamment territorial. Pour cela, des activités sont prévues, de concert avec l'UVS, afin de i) poursuivre les activités de formation à destination des équipes sur place ; ii) de consolider l'ancrage territorial de l'incubateur et son réseau de partenaires ; iii) de davantage structurer et positionner les activités d'accompagnement qui ont été testées mises en place depuis 2 ans seulement.

Pour mettre en œuvre ces activités de renforcement, PULSE souhaite privilégier une approche « horizontale » et encourager l'échange de bonnes pratiques entre Oribi et Jógjéf (à l'occasion notamment de voyages d'étude et de sessions de capitalisation croisées). A l'échelle nationale, l'objectif est également de travailler en synergie et de privilégier le recours à l'expertise locale (d'où le partenariat avec PLAY International pour capitaliser sur leur expérience et les discussions en cours avec FORCE-N). Enfin, forte de son réseau d'incubateurs, PULSE souhaite apprendre du « terrain » et diffuser auprès d'autres structures les enseignements acquis dans le cadre de REACH.

B. Evolution des actions mises en place dans le temps et impacts institutionnels et organisationnels prévus sur les partenaires et autres parties prenantes

PULSE va être fortement présente au démarrage des activités, notamment dans le cadre du R1 de l'OS1. Par la suite, le programme d'accompagnement des SA tiendra compte des résultats de l'évaluation interne et externe (cf. supra) ; lesquels permettront d'évaluer l'effet et la durabilité des actions mises en place et/ou de faire émerger de nouveaux besoins. Les impacts prévus sur les partenaires sont les suivants :

- **Institutionnel** : en Afrique du Sud, il est espéré un renforcement de la gouvernance et une meilleure reconnaissance d'Oribi par les décideurs économiques et politiques grâce aux efforts de promotion réalisés. Au Sénégal, Jógjéf est d'abord le fruit d'un partenariat issu d'un projet financé par l'UE. Par conséquent, l'incubateur n'a pas encore d'entité juridique « propre ». Lors de la préparation du projet REACH, l'UVS et PULSE ont acté un principe de cogestion de cet incubateur ; ce principe et la responsabilité de chacun seront entérinés dans le cadre d'un accord de partenariat. Cependant, l'objectif des partenaires est de créer, d'ici la fin du projet, une association de droit local afin d'en assurer la pérennité et la viabilité financière.
- **Organisationnel** : en Afrique du Sud, mais surtout au Sénégal, le projet permettra de (co)financer les postes déjà en place, mais également le recrutement de nouvelles ressources humaines. Les activités de renforcement des compétences des équipes locales étant au cœur du projet, elles permettront la fidélisation desdites équipes grâce à la formation et à une meilleure mise en valeur des savoir-faire de chacun.

Au-delà des SA, il est espéré que le projet ait un impact transformatif sur l'UVS (en renforçant leur expertise et leurs activités en faveur de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes), mais aussi sur PLAY International (qui confrontera sa pédagogie à un autre public et secteur d'activité).

C. Intégration de l'approche genre dans les actions de renforcement de capacités

Le projet REACH représente une tentative des partenaires de prendre en considération les enjeux de genre pour mieux favoriser l'égal accès des hommes et des femmes aux activités d'accompagnement à l'entrepreneuriat à impact. En

questionnant cette notion « d’accessibilité » et en identifiant les multiples freins auxquels sont confrontés les jeunes et les femmes qui vivent dans des zones dites « marginalisées », le projet adopte une approche inter-sectionnelle du genre.

Sur cette question, Oribi est l’incubateur qui à la fois le plus sensibilisé et outillé pour déployer des actions sensibles au genre ; Il est donc prévu qu’Oribi puisse accompagner, aux côtés de PULSE (qui a mis en place une stratégie genre depuis plusieurs années), Jógjéf : ainsi, un premier diagnostic concernant la prise en compte du genre à l’échelle de la structure a été réalisé en amont de l’écriture de la NIONG. Les prochaines étapes permettront la définition d’un plan d’action mais aussi le partage de bonnes pratiques pour améliorer l’approche genre dans les activités (en lien avec l’OS1). A noter que les équipes de Jógjéf sont favorables à l’adoption d’une approche orientée « inclusion & diversité » plutôt que « genre » ; cette notion pouvant être assimilée, à tort, à la promotion de l’homosexualité au Sénégal (laquelle est pénalement réprimée).

- D.** Décrivez l’intégration de la prise en compte des jeunesses dans les actions de renforcement de capacités et détaillez les effets souhaités en terme de capacités et pouvoir d’agir, d’accès aux espaces de dialogues

Des activités du projet REACH sont prévues, dans le cadre de l’OS1, pour mieux prendre en compte les enjeux spécifiques liés à la jeunesse des deux pays concernés. Les actions de diagnostic et de formation ainsi prévues permettront de renforcer les capacités des deux SA, et notamment les effets de leurs activités d’accompagnement. C’est pour cela que les indicateurs du projet tentent de détailler les résultats et impacts attendus sur ces bénéficiaires finaux à chaque étape du parcours proposé (amélioration des compétences, création d’entreprises, survie des entreprises créées, etc.) ; l’objectif ultime du projet étant d’améliorer l’accès de ces jeunes et de ces femmes à l’entrepreneuriat à impact.

De manière transversale, les activités du projet visent à faire en sorte que chaque jeune et femme accompagné.e puisse être un acteur du changement au sein de leurs propres communautés, en développant des projets entrepreneuriaux à fort impact social et environnemental. Via les activités collectives prévues (notamment à destination des *alumni*), le projet entend aussi valoriser les *success stories*, faire entendre la voix de ces entrepreneurs auprès des décideurs économiques et politiques, et donc offrir aux bénéficiaires un espace de dialogue.

VI. RISQUES ET PERENNITE DU PROJET

6.1. Tableau d’analyse des risques

RISQUES	PROBABI LITE	MESURES ENVISAGEES
Risques liés à une potentielle dégradation du contexte sécuritaire : en Afrique du Sud comme au Sénégal, les activités ne sont pas menées en zone orange ou rouge, mais des incidents violents peuvent avoir lieu dans les <i>townships</i> du Cap et en Casamance, notamment lorsque des manifestations sont organisées en réaction à des mesures gouvernementales	Elevée tout au long du projet	Un audit visant à évaluer et améliorer les dispositifs visant à assurer la sécurité physique des personnes déployées sur le terrain va être lancé par le GROUPE SOS. PULSE définira pas la suite des mesures visant à lutter contre tout risque de nature à compromettre la sécurité des équipes. PULSE est en lien avec les Ambassades des deux pays concernés afin d’être informée de l’évolution du contexte politique. Les deux SA s’appuient sur leur connaissance du terrain et leurs partenaires locaux pour effectuer une veille active et ajuster leur programmation quand cela est nécessaire.
Risques liés à la dégradation de la situation sanitaire, économique, sociale ou environnementale : n’importe quelle crise à l’instar de la crise sanitaire ou	Moyenne tout au long du projet	Les revues de projet réalisées sur une base mensuelle constituent une opportunité pour passer en revue ces risques et ajuster la programmation du projet. Ces défis peuvent constituer des leviers d’innovation, comme la

énergétique peut avoir un impact sur la pertinence et l'efficacité du projet (inflation, présentiel, etc.)		crise sanitaire en témoigne (digitalisation des parcours d'accompagnement).
Risques partenariaux : 1/ Entre les partenaires du projet : différence de langue entre les partenaires du projet, différence de contexte, connexions internet instables dans les deux pays 2/ Entre les partenaires du projet et les OSC renforcées, notamment au Sénégal, avec un suivi des fonds octroyés pour la sensibilisation 3/ Entre PULSE, les SA et les autres partenaires identifiés (en premier lieu l'UVS) : les acteurs « publics » ayant une gouvernance différente des acteurs associatifs et leur propre « temporalité » dans l'exécution de certaines activités	Faible Faible Modéré	Les partenaires se connaissent de longue date ce qui limite les risques. Des mesures ont été mises en place pour pallier les potentielles difficultés (achat d'un logiciel de traduction, organisation de visites d'étude, traduction des supports dans les deux langues, etc.). Les partenaires choisiront les OSC les plus motivées, en capitalisant sur leur connaissance du terrain et la cartographie qui sera effectuée. Les OSC financées au Sénégal seront tenues de présenter un rapport narratif et financier pour expliciter l'usage des fonds. L'UVS a été partie prenante du processus de construction du projet et des discussions en cours avec FORCE-N, et la Direction de la Coopération de l'UVS sera la garante de la mobilisation des ENO et des équipes internes. Un Comité de Pilotage ad-hoc pourra être mis en place pour faciliter la relation entre PULSE, Jógjef et l'UVS, et la mise en œuvre des actions.
Risques techniques : il est possible que i) les SA ne reçoivent pas suffisamment de candidatures; ii) les porteurs de projet abandonnent en cours de route ; iii) les activités de renforcement des capacités des structures locales ne soient plus pertinentes ; v) le projet ne soit pas mis en œuvre dans les délais.	Faible	Les risques techniques seront limités dans la mesure où des activités de diagnostic sont conduites dès le démarrage du projet, pour confirmer les hypothèses opérationnelles qui sous-tendent le cadre logique du projet. La tenue de réunions de travail régulières entre les partenaires permettra aussi d'anticiper et/ou d'atténuer tout risque relatif au déploiement des activités à destination des SA, des OSC et/ou des entrepreneurs.
Potentiels effets « pervers » liés à l'accompagnement de jeunes et de femmes en situation de vulnérabilité : qui subissent une pression supplémentaire de la part au sein de leur foyer en raison de leur participation aux activités proposées (« double-journée », pression de leur mari, tentative d'extorsion d'argent en raison des subventions que le projet prévoit, etc.)	Modéré	C'est pour pallier ces risques que le projet démarrera par une activité de diagnostic et par une amélioration des dispositifs d'accompagnement afin de ces derniers intègrent bien les enjeux liés au genre et à la jeunesse. De bonnes pratiques pourront être conservées telles que le suivi psycho-social des jeunes (au Sénégal), le mentorat, etc.
Risques financiers : i) difficulté à sécuriser les cofinancements ; ii) coûts exceptionnels potentiels non prévus dans le budget ; iii) difficulté à obtenir des justificatifs pour le suivi des dépenses dans des contextes où le secteur informel est prédominant.	Modéré	Le plan de financement du projet est déjà sécurisé à hauteur de 67% et une stratégie de levée de fonds a déjà été définie avec les partenaires. Un suivi régulier du budget sera effectué afin d'éviter et/ou d'anticiper d'éventuelles déviations par rapport au budget initial. Une vigilance sera apportée au respect des règles autour de l'engagement et du suivi des dépenses. Un chargé administratif et financier sera recruté au Sénégal et en Afrique du Sud, afin de s'assurer de la mise en place du manuel de procédures (dont les nouveaux dispositifs de lutte contre la fraude et la corruption).

6.2. Conditions de pérennité et d'autonomisation du projet

Afin de garantir la pérennité du projet et d'accompagner l'autonomisation des partenaires :

- Des actions de renforcement de leurs compétences ont été directement intégrées au programme d'activités du projet REACH ;
- Un fort accent a été mis sur la consolidation des activités-clés de chaque incubateur, mais aussi sur le renforcement de leur expertise sur des sujets transverses tels que le suivi-évaluation ou le plaidoyer afin d'accompagner à la fois leurs efforts de structuration et de reconnaissance au niveau de leurs territoires respectifs ;
- Au Sénégal, la création d'une OSC de droit local est anticipée afin de garantir la viabilité institutionnelle et financière de l'incubateur Jógjéf ;
- Au niveau économique, la subvention octroyée par l'AFD est perçue comme un « effet levier » pour le développement des incubateurs : pour Oribo, qui a déjà sécurisé d'autres financements avant même le démarrage du projet, REACH lui permettra de centrer ses efforts sur la diversification de son portefeuille de projets et de partenaires ; au Sénégal, la pérennité de Jógjéf tient pour l'instant au soutien de l'AFD et de l'UVS (bien que le soutien de FORCE-N reste à confirmer), mais une stratégie de diversification de ses ressources sera lancée en parallèle des discussions sur sa création en OSC de droit local ;
- Le recrutement de RH locales est également perçu comme un moyen d'ancrer localement les SA partenaires dans leurs écosystèmes ; si le recours à l'expertise française (envoi de VSI/VSC) est envisagé, ces RH resteront minoritaires.

A l'issue du projet, PULSE espère donc que les deux structures d'accompagnement seront prêtes à changer d'échelle :

- Déploiement d'autres programmes et/ou élargissement géographique des activités et nouvelle implantation pour Oribo ;
- Déploiements d'autres programmes avec de nouveaux partenaires (hors UVS), consolidation de ses antennes régionales et/ou nationale (en collaboration avec l'UVS), expansion de ses activités aux territoires voisins (dont Gambie ou Guinée-Bissau) du côté de Jógjéf.

Par conséquent, les partenaires envisagent que ce projet puisse faire l'objet d'une phase 2 auprès de l'AFD, même si à terme, Oribo souhaiterait postuler directement auprès du guichet « OSC du Sud » de l'AFD. PULSE souhaitant déposer une convention-programme auprès de l'AFD, il est également envisagé la possibilité de déployer des projets plus ambitieux qui intégreraient l'ensemble des partenaires historiques de PULSE (Bidaya, Lab'ess, Oribo, Jógjéf) et/ou de nouvelles OSC locales.

VII. COMMUNICATION ET VISIBILITE

A. Actions de communication prévues

Le projet souhaite différencier les différentes actions de communication prévues dans le cadre de REACH :

Objectifs prévus	Actions prévues	Cibles visées	Moyens
Inform les bénéficiaires et les autres parties prenantes sur le projet	Activités de communication et de visibilité tout au long du projet	Grand public, dont bénéficiaires	Posts sur les réseaux sociaux, mise à jour du site internet, documents imprimés
Sensibiliser et promouvoir l'ES auprès des OSC, des jeunes et des femmes	Actions de sensibilisation et de formation	OSC locales Jeunes et femmes	Ateliers de formation (OS1) Campagnes de sensibilisation (OS2) Vidéos produites au cours du projet et émissions radio
Faire entendre la voix des entrepreneurs ; contribuer à faire évoluer le contexte réglementaire local	Actions de communication institutionnelle, de promotion et de plaidoyer	Décideurs économiques et politiques	GT et rapports produits au cours du projet (OS1) Evénements organisés tout au long du parcours d'accompagnement (OS2) Communiqués de presse aux grandes étapes du projet et émissions radio

Inspirer et contribuer à valoriser des initiatives innovantes en faveur de la jeunesse, des femmes et du développement durable des territoires	Activités de communication et de capitalisation	Grand public, dont bénéficiaires	Vidéos produites au cours du projet Posts sur les RS axés autour des portraits d'entrepreneurs Evénements organisés tout au long du projet (OS2) Diffusion des résultats du projet en dehors des pays concernés par PULSE
---	---	----------------------------------	--

B. Publics visés

Cf. tableau ci-dessus.

C. Supports choisis et modes de diffusion prévus

Cf. tableau ci-dessus. A noter que le projet tentera de davantage faire appel aux outils numériques pour améliorer la communication autour du projet ; cependant, le recours à des supports « papier » reste encore très populaire au Sénégal (transmission d'une lettre d'invitation en mains propres aux autorités, distribution de flyers auprès des OSC locales, etc.). Un recours à la radio sera également utilisé dans les deux pays.

VIII. COMMENTAIRES EVENTUELS RELATIFS AU BUDGET PREVISIONNEL

Le budget soumis à l'AFD dans le cadre de REACH s'élève à **1 638 174€**.

Compte-tenu de la nature des activités proposées et l'expertise interne des partenaires de mise en œuvre (Oribi et Jogjéf), la rubrique « **Ressources Humaines** » correspond à **48% du budget** total. Les activités seront également mises en œuvre grâce à la mobilisation ponctuelle d'expertise externe (11%), notamment pour la communication et la mise en œuvre des programmes d'accompagnement.

Etant donné la volonté des partenaires d'améliorer leur impact sur l'écosystème, les **rétrocessions** aux bénéficiaires finaux (toutes catégories confondues - entrepreneurs et OSC) représentent **15% du budget**. Les frais de voyages et déplacements représentent 5% et se justifient par la volonté des SA d'étendre leurs actions sur leurs territoires respectifs d'intervention.

La **répartition des coûts** directs entre les partenaires (41% pour le Sénégal, 44% pour l'Afrique du Sud et 15% pour PULSE). Cette répartition **équilibrée** entre les OSC partenaires malgré un coût de la vie inférieur au Sénégal s'explique par la différence de niveau de développement entre Oribi et Jogjéf. Ainsi, le budget Sénégalais inclue l'intégralité du développement de Jogjéf, alors qu'Oribi est dans une stratégie de diversification de ses projets et de ses bailleurs.

Du point de vue des ressources, le **plan de financement** serait, avec la contribution de l'AFD, aujourd'hui sécurisé à **67%**. Les autres co-financeurs confirmés sont l'Université Virtuelle du Sénégal sur le volet Sénégal, et la Coopération Monégasque sur le volet Afrique du Sud. Sur le Sénégal, une contribution de FORCE-N au projet REACH évaluée à 100 000 euros est en cours de négociation et devrait aboutir d'ici la fin du S1 2023. Sur le volet Afrique du Sud, le renforcement du modèle économique de l'incubateur et de **diversification de ses financements** conduit grâce au projet Afrique PULSE a fait ses preuves. Au-delà de la subvention DCI Monaco nouvellement acquise, de nombreuses discussions sont en cours avec des bailleurs privés (un renouvellement de la Fondation Denibam et un nouveau partenariat avec la Fondation L'Oréal et la Fondation RAJA) et devraient aboutir d'ici la fin du S1 2023. Un renouvellement du financement de l'acteur public sudafricain IDC a également été sollicité. L'ensemble des pistes (acquises + sollicitées) mentionnées représentent **86%** du budget total du projet.

ANNEXE 1 : CADRE LOGIQUE

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
Objectif global	Renforcer l'accès à l'entrepreneuriat social des femmes et des jeunes résidant dans des territoires marginalisés du Sénégal et d'Afrique du Sud.	Pourcentage de femmes et de jeunes (18-24 ans et 25-34 ans) respectivement engagés dans une activité entrepreneuriale au Sénégal et en Afrique du Sud	<p>SR : Au Sénégal, respectivement 37% de femmes, 25,4% de jeunes âgés de 18-24 ans, et 45,3% de jeunes âgés de 25-35 ans, sont engagés dans une activité entrepreneuriale en 2015 ; En Afrique du Sud, respectivement 9,6% de femmes, 8,4% de jeunes âgés de 18-24 ans, et 12,6% de jeunes âgés de 25-35 ans, sont engagés dans une activité entrepreneuriale en 2019</p> <p>C : On observe respectivement une augmentation de X, X, et X points de % sur le nombre de femmes, de jeunes âgés de 18-24 ans, et de jeunes âgés de 25-35 ans, qui se sont engagés dans une activité entrepreneuriale en 2026 par rapport aux données de référence</p>	Les rapports nationaux, régionaux ou internationaux du <i>Global Entrepreneurship Monitor</i>	NB. Le manque de données liées à l'entrepreneuriat dans les deux pays du présent projet, et en particulier désagrégées par genre et âge, ne nous permettent pas de proposer des projections rigoureuses concernant la hausse du nombre de femmes et de jeunes entrepreneurs. Nous souhaiterions néanmoins être en capacité de pouvoir mesurer et préciser l'indicateur d'impact du présent projet dans le cadre de l'OS1.

Objectifs spécifiques (OS)	<p>OS1. Permettre l'émergence d'un écosystème plus inclusif et sensibilisé aux opportunités que l'entrepreneuriat social ouvre aux femmes et aux jeunes des zones marginalisées.</p> <p>OS2. Soutenir la création et le développement de projets à impact social ou environnemental portés par des femmes et des jeunes issus de zones marginalisées.</p>	<p>IR1.1 Nombre d'adaptations majeures allant vers une meilleure prise en compte du genre et des jeunes des zones marginalisées réalisée par les SA partenaires dans leur méthodologie d'accompagnement</p> <p>IR1.2 Nombre de femmes et de jeunes sensibilisés et orientés vers l'entrepreneuriat social par les OSC (organisations intermédiaires œuvrant en faveur des femmes et/ou des jeunes) formées par Jógjéf et Oribi, dans l'année suivant leur formation</p> <p>IR1.3 Nombre d'acteurs de l'écosystème touchés par les actions des SA partenaires de valorisation, de création de connaissance et de communication en faveur d'un entrepreneuriat social inclusif (dont nombre d'acteurs publics)</p> <p>IR2.1 Nombre de personnes améliorant leurs compétences entrepreneuriales en étant sensibilisés à l'ES et/ou en accédant à des programmes tremplin d'idéation mis en place par les SA partenaires</p>	<p>Référence : 0 Cible : 10 en 3 ans</p> <p>R : 0 C : 1400 jeunes et/ou femmes en 3 ans</p> <p>R : 0 C : 200 en 3 ans, dont au moins 20 acteurs publics</p> <p>R : 0 C : 700 (dont 70% de femmes, 95% de jeunes, et 95% issus de zones marginalisées) en 3 ans</p>	<p>Rapports annuels des SA partenaires, trame méthodologique des programmes</p> <p>Suivi trimestriel des actions de sensibilisation des OSC formées, rapports d'activité des OSC formées, photos</p> <p>Nombre de participants aux événements de valorisation organisés par les SA partenaires, reportings interne de communication (incluant les relais sur les réseaux sociaux), nombre de citations média</p> <p>Réponses aux tests de vérification des compétences à l'issue des séances de sensibilisation ; réponses aux diagnostics d'entrée et de sortie de programmes des SA partenaires ; rapports d'impact</p>	<p>Hypothèse 1 : les pouvoirs publics sénégalais et sud-africains poursuivent leurs efforts en termes d'encadrement légal et de soutien à l'économie sociale et solidaire</p> <p>Hypothèse 2 : aucune crise politique, économique ou militaire économique majeur n'affecte le pays, remettant en question la capacité de projection et l'engagement d'entrepreneurs, ainsi que les chances de survie de leur entreprise.</p>
-----------------------------------	---	--	--	---	--

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
		<p>IR2.2 Nombre d'entreprises sociales nouvelles créées après leur passage par les programmes d'accompagnement des SA partenaires</p> <p>IR2.3 Taux de survie des entreprises créées un an après la clôture des programmes d'incubation (et/ou de financement)</p>	<p>R : 0 C : 60 (dont 60% par des femmes, 85% par des jeunes, 70% issus de zones marginalisées) en 3 ans</p> <p>R : 0 C : 70%</p>	<p>Réponses aux diagnostics d'entrée, de sortie, et d'un an après programmes des SA partenaires ; rapports d'impact</p> <p>Réponses aux diagnostics de sortie, et d'un an après programmes des SA partenaires ; rapports d'impact</p>	
Résultats attendus	R1.1 Les SA partenaires sont mieux outillées dans l'affinement de leur positionnement en tant que structures d'accompagnement inclusives	IR1.1.1 Co-conception de méthodologies d'accompagnement à l'entrepreneuriat social adaptée aux besoins des bénéficiaires cibles du projet	<p>SR : 0</p> <p>C : 2 (1 par pays)</p>	Comptes-rendus de session de travail méthodologiques, outils finaux créés	<p>Hypothèse 1 : les OSC sénégalaises et sud-africaines sont volontaires pour s'engager en faveur d'écosystèmes de l'ESS plus inclusifs.</p> <p>Hypothèse 2 : les acteurs de l'écosystème de l'ESS s'engagent dans les événements et ateliers qui leur sont proposés dans le cadre du projet</p>

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	R1.2 Les SA partenaires essaient leur méthodologie de sensibilisation et d'accompagnement à l'entrepreneuriat social vers de nouveaux partenaires et territoires.	IR.1.2.1 Création d'une offre de formation à l'ES pour les OSC de la jeunesse et des femmes IR.1.2.2. Essaimage de l'offre d'accompagnement des SA à l'ES inclusive à destination des porteurs de projets des régions de Kolda, Sédhiou et du Gauteng.	SR : 0 C : 1 offre, déclinée par pays SR : 0 C : 3 nouvelles régions touchées	Kit méthodologique de formation OSC Rapports d'activité des SA partenaires ; suivi des réseaux sociaux	Hypothèse 3 : les potentiels prestataires engagés pour rendre la méthodologie des SA plus inclusive remplissent leur mission avec succès et avec une bonne transmission aux équipes
	R1.3 La reconnaissance de l'entrepreneuriat social (notamment par les pouvoirs publics) en tant qu'opportunité d'intégration sociale et économique des femmes et des jeunes de zones marginalisées est renforcée	IR.1.3.1. Création et mise en action d'une stratégie de valorisation de l'impact de l'entrepreneuriat social sur les jeunes et les femmes, notamment issus de zones marginalisées auprès des acteurs des écosystèmes sénégalais et sudafricain	R : stratégie de valorisation de l'ES inclusif par les partenaires du projet peu structurée C : 10 rapports et/contenus publiés et valorisés	I) Rapports d'impact et autres contenus publiés et mesure de leur portée (rapports communication) ; ii) événements et ateliers organisés et mesure de leur portée (listes d'émargement) iii) nombre de citations dans la presse, invitations...)	

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	R.2.1 Des femmes et des jeunes développent leur esprit entrepreneurial et sont soutenus dans l'émergence de leur projet à impact	IR2.1.1 Création et déploiement de programmes tremplin pour les jeunes et les femmes des territoires cibles et adaptés à leurs besoins spécifiques	SR : 0 C : 7 programmes d'idéation déployés en 3 ans	Rapports d'activité des SA partenaires, suivi des réseaux sociaux, listes d'émargement	
	R.2.2 Des femmes et des jeunes bénéficient d'un accès renforcé aux dispositifs d'incubation et de financement de leurs projets entrepreneuriaux à impact	IR2.2.1 Mise en œuvre par les SA partenaires de programmes d'incubation thématiques et inclusifs à destination des bénéficiaires ciblés par le projet R2.2.2 Mise en place par les SA partenaires de programmes d'octroi de dotations financières et d'accompagnement au financement d'entrepreneurs	SR : 0 C : 5 programmes d'incubation en 3 ans SR : 0 C : 9 programmes incluant l'octroi de subventions sont mis en place, dont 5 d'incubation, en 3 ans	Rapports d'activité des SA partenaires, suivi des réseaux sociaux, listes d'émargement Rapports d'activité des SA partenaires, comités de financement organisés, contrats signés avec les entrepreneurs	
	R.2.3 Les femmes et jeunes entrepreneurs incubés disposent d'un réseau soutien leur ouvrant des opportunités et perspectives de long terme pour leur projet d'entrepreneuriat social, pendant et post-accompagnement.	IR2.3.1 Fédération d'une communauté pérenne d'acteurs modèle et engagés en faveur de l'entrepreneuriat féminin et des jeunes par les SA partenaires	SR : 0 C : 2 communautés créées (1 autour de chaque SA)	Suivi des événements pour alumni organisés et des sessions de suivi organisées	

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
Activités	<p>Activités pour R1.1 :</p> <p><u>Activité 1.1.1</u> Mise à jour des diagnostics des besoins de l'écosystème de l'ES féminin et de la jeunesse des zones marginalisées par les partenaires</p> <p><u>Activité 1.1.2</u> Co-crédation de contenus pédagogiques et de méthodes d'accompagnement innovants sensibles aux enjeux de genre et de jeunesse, et amélioration continue de l'accompagnement des SA partenaires</p> <p><u>Activité 1.1.3</u> Organisation de visites d'études et de sessions d'échange de bonnes pratiques et d'outils sur l'entrepreneuriat inclusif entre les partenaires du projet</p>	<p>IA.1.1.1 Nombre de rapports de diagnostic mis à jour ou créés</p> <p>IA.1.1.2 Nombre d'outils d'accompagnement créés ou mis à jour pour traiter de 3 problématiques liées au caractères inclusif des programmes d'incubation</p> <p>IA.1.1.3 Nombre de visites d'études organisées entre l'Afrique du Sud et le Sénégal</p> <p>IA.1.1.3 Nombre de réunions de capitalisation croisées organisées</p>	<p>SR : 0 C : 2</p> <p>SR : 0 C : 6 en 3 ans</p> <p>SR : 0 C : 2 missions en 3 ans</p> <p>SR : 0 C : 6</p>	<p>Diagnostics produits par les SA partenaires</p> <p>Outils créés ou mis à jour ; trame méthodologique des programmes</p> <p>Billets d'avion, TDR et comptes-rendus de mission</p> <p>Comptes-rendus des réunions</p>	<p>Les potentiels prestataires accompagnant les SA dans l'adaptation de leurs méthodologies mènent leurs missions à bien</p> <p>Les conditions sanitaires permettent des déplacements entre la France, l'Afrique du Sud et le Sénégal</p>

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	<p>Activités pour R1.2 :</p> <p><u>Activité 1.2.1</u> : Identification et cartographie des OSC œuvrant en faveur des jeunes et/ou des femmes en Casamance et dans les zones marginalisées d'Afrique du Sud</p> <p><u>Activité 1.2.2</u> : La conception de parcours de formation à l'entrepreneuriat social à destination d'OSC intermédiaires</p> <p><u>Activité 1.2.3</u> Formation de 50 OSC (30 au Sénégal, 20 en Afrique du Sud) et (donc environ 100 personnes) à la sensibilisation de leurs bénéficiaires à l'entrepreneuriat social</p> <p><u>Activité 1.2.4</u> Ouverture d'antennes en Casamance par Jógjêf et le déploiement de nouvelles actions par Oribi hors de la ville du Cap</p>	<p>IA.1.2.1 Nombre de cartographies des OSC intermédiaires œuvrant en faveur des jeunes et/ou des femmes créées</p> <p>IA.1.2.2 Nombre de parcours de formation créés</p> <p>IA.1.2.3 Nombre d'OSC formées</p> <p>IA.1.2.4 Nombre de nouvelles antennes créées par Jógjêf en Casamance, grâce au recrutement de chargés de sensibilisation et d'accompagnement</p> <p>IA.1.2.4 Nombre de programmes déployés par Oribi hors de la ville du Cap</p>	<p>SR : 0 C : 2 cartographies sont créées</p> <p>SR : 0 C : 2 parcours de formation créés</p> <p>SR : 0 C : 50 (dont 50% d'OSC œuvrant pour les femmes, 50% œuvrant pour les jeunes, et 80% auprès de publics issus de zones marginalisées)</p> <p>SR : 1 antenne (Ziguinchor) C : 3 (Ziguinchor, Kolda et Sédhiou)</p> <p>SR : 0 C : 6 en 3 ans</p>	<p>Cartographies produites ; Listes des OSC identifiées et contactées</p> <p>Les trames d'accompagnements créées ; listes des OSC formées</p> <p>Feuille d'émargement pour les formations dispensées ; Comptes-rendus des formations ; Réponses au questionnaire de satisfaction des OSC formées</p> <p>Rapports d'activité de Jógjêf ; recrutements locaux (contrats) ; suivi des réseaux sociaux</p> <p>Rapports d'activité d'Oribi ; recrutements locaux (contrats) ; suivi des réseaux sociaux</p>	<p>Les sessions de travail organisées pour mettre à jour les besoins de l'écosystème fédèrent assez de parties prenantes</p> <p>Les OSC formées à l'ES voient la pertinence de sensibiliser leurs propres bénéficiaires à l'ES et remplissent leurs engagements en termes de diffusion</p>

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	<p>Activités pour R1.3 :</p> <p><u>Activité 1.3.1</u> : Mise en place, en lien avec des partenaires universitaires, d'une stratégie robuste et inclusive de mesure de l'impact et de valorisation des actions déployées par les SA partenaires et de leurs impacts</p> <p><u>Activité 1.3.2</u> : Définition et activation d'une stratégie de promotion d'un entrepreneuriat social inclusif</p> <p><u>Activité 1.3.3</u> : Publication et diffusion de rapports et contenus sur l'entrepreneuriat inclusif et sur les résultats du projet REACH (rapports d'impact, publications presse, vidéos...)</p>	<p>IA.1.3.1 Nombre de systèmes d'indicateurs et d'outils inclusifs de collecte et d'analyse de données créés ou améliorés, et déployés par les SA partenaires pour mesurer l'impact de leurs programmes d'accompagnement</p> <p>IA.1.3.2 Nombre participations par les SA partenaires à des événements, rencontres et groupes de travail pour promouvoir un ES inclusif</p> <p>IA.1.3.3 Nombre de rapports et contenus produits et diffusés</p> <p>IA.1.3.3 Nombre de partenaires relayant les rapports et contenus produits</p>	<p>SR : 1 cadre de mesure d'impact pour Oribi, pas de cadre pour Jógjēf C : 2 systèmes de mesure d'impact mis en place</p> <p>SR : environ 3 participations par an C : au moins 30 (10 par an) en 3 ans</p> <p>SR : 0 C : 10</p> <p>SR : 0 C : 60</p>	<p>Outils créés ; Conventions partenariales entre les SA partenaires et les acteurs universitaires ; rapports d'impact produits</p> <p>Comptes-rendus de réunion, photos, invitations reçues.</p> <p>Les rapports et contenus publiés ; suivi réseaux sociaux (publications, photographies...)</p> <p>Articles et/ou publications évoquant lesdits rapports et/ou contenus)</p>	<p>Capitalisation sur les indicateurs et le cadre de mesure de l'impact développé pour Oribi dans le cadre du projet Afrique Pulse, et partage des résultats avec Jógjēf</p> <p>Possibilité d'organiser des événements en "présentiel"</p>

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	<p>Activités pour R2.1 :</p> <p><u>Activité 2.1.1</u> Réalisation de sessions de sensibilisation à l'entrepreneuriat social pour les femmes et les jeunes de zones marginalisées par Jógjéf et Oribi</p> <p><u>Activité 2.1.2</u> Déploiement de programmes d'idéation à destination de femmes et/ou de jeunes et/ou personnes issues de régions marginalisées, incluant coaching individuel, formations collectives, événements et octroi de bourses</p>	<p>IA.2.1.1 Nombre de femmes et/ou jeunes des régions marginalisées sensibilisés directement à l'ES</p> <p>IA.2.1.2 Nombre d'appels à candidature sensibles aux enjeux de genre et des jeunesses lancés et relayés pour des programmes d'idéation</p> <p>IA.2.1.2. Nombre de bénéficiaires des programmes d'idéation (dont % de femmes et de jeunes et porteurs d'idées de régions marginalisées)</p>	<p>SR : 0 C : 700 (au moins 80% de femmes, 100% de jeunes, et 100% issus de zones marginalisées)</p> <p>SR : 0 C : 7 (3 au Sénégal, 4 en Afrique du Sud) en 3 ans</p> <p>SR : 0 C : 408 (dont 80% de femmes, 90% de jeunes et 85% issus de zones marginalisées)</p>	<p>Rapports d'activité des SA partenaires, Feuille d'émargement photos.</p> <p>Statistiques des réseaux sociaux (Facebook, Instagram et LinkedIn) des SA partenaires ; nombre de partages des AAC par des partenaires ; Nombre de candidatures reçues à chaque AAC</p> <p>Feuille d'émargement des programmes d'idéations ; liste de entrepreneurs sélectionnés</p>	<p>Grâce aux outils pédagogiques innovants et méthodes d'animation développés par PULSE et les SA partenaires, les personnes sensibilisées augmentent leur connaissance et compétences sur l'entrepreneuriat sociale</p> <p>Conditions sécuritaires permettant le déploiement d'activités de sensibilisation à large échelle dans les townships et dans les régions moins facilement accessibles de la Casamance</p> <p>Les jeunes et les femmes sensibilisés souhaitent intégrer les programmes d'idéation inclusifs déployés</p>

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmatique)
	<p>Activités pour R2.2 :</p> <p><u>Activité 2.2.1</u> Déploiement de programmes d'incubation inclusifs, et pour certains thématiques, prenant en compte les enjeux de genre et jeunesses</p> <p><u>Activité 2.2.2</u> Déploiement de programmes d'octroi de subventions et d'accompagnement au financement</p>	<p>IA.2.2.1 Nombre de programmes d'incubation de 6 mois déployés en Afrique du Sud et au Sénégal dans le cadre de REACH</p> <p>IA.2.2.1 Nombre de porteurs de projet accompagnés via ces programmes d'incubation (dont % de femmes, de jeunes, issus de zones marginalisées)</p> <p>IA.2.2.2 Nombre de porteurs de projet accompagnés vers le financement de leur entreprise (dont % de femmes, de jeunes, issus de zones marginalisées)</p> <p>IA.2.2.3 Nombre de porteurs de projet financés par ces programmes (dont % de femmes, de jeunes, issus de zones marginalisées)</p>	<p>SR : 0 C : 5</p> <p>SR : 0 C : 100 (dont 60% de femmes, 85% de jeunes, et 70% issus de zones marginalisées) en 3 ans</p> <p>SR : 0 C : 45 (dont 60% de femmes, 85% de jeunes, 70% issus de zones marginalisées)</p> <p>SR : 0 C : 35 (dont 60% de femmes, 85% de jeunes, 70% issus de zones marginalisées)</p>	<p>Rapports d'activités des SA partenaires ; appels à candidature diffusés</p> <p>Listes d'émargement aux formations et ateliers, photos</p> <p>CR des comités de sélection vers les programmes d'accompagnement au financement</p> <p>Contrats d'octroi de subventions signés, rapports financiers des SA</p>	<p>Les AAC réunissent assez de potentiels candidats, et l'effet des actions de sensibilisation et des programmes d'idéation tremplin est efficace</p> <p>Faible taux d'abandon des entrepreneurs sélectionnés pour intégrer le programme d'incubation</p>

	Chaîne de résultats	Indicateurs Objectivement Vérifiables	Situations de référence / valeurs cibles	Sources et moyens de vérification	Hypothèses critiques (liées au contexte ou programmétique)
	<p>Activités pour R2.3 :</p> <p><u>Activité 2.3.1</u> Mise en place d'un dispositif de suivi individuel post-accompagnement pour chaque entrepreneur incubé</p> <p><u>Activité 2.3.2.</u> Consolidation/structuration d'un système de mentorat et d'engagement bénévole des alumni</p> <p><u>Activité 2.3.3</u> Organisation par les SA partenaires d'événements au bénéfice des alumni favorisant la création d'opportunité de financement et de développement</p>	<p>IA.2.3.1 Pourcentage d'incubés bénéficiant du dispositif suivi post-accompagnement</p> <p>IA.2.3.1 Nombre de séances de mentorat et/ou de suivi individuel post-accompagnement réalisées pour les alumni</p> <p>IA.2.3.2 Nombre d'alumni impliqués dans les activités des SA partenaires (mentorat de femmes ou jeunes entrepreneurs, délivrance de formations, participation à des événements en tant que role model)</p> <p>IA.2.3.3 Nombre d'événements dédiés aux alumni organisés par les SA partenaires</p> <p>IA.2.3.3 Nombre de partenariats (incubateurs externes, financeurs...) et de mentors engagés dans ces événements</p>	<p>SR : 0 C : 100%</p> <p>SR : 0 C : 200 en 3 ans</p> <p>SR : 0 pour Jógjéf, 15 pour Oribi (2022) C : 60 d'ici 3 ans</p> <p>SR : 0 C : 6</p> <p>SR : 0 C : 40</p>	<p>Rapport d'activité, mails de prise de contact post-programme avec les alumni</p> <p>Comptes-rendus des sessions; liste des mentors</p> <p>Comptes rendus des sessions de suivi individuels, listes d'émargement</p> <p>Comptes-rendus des événements organisés pour les alumni par les SA partenaires ; Liste des participants</p> <p>Comptes-rendus des événements organisés pour les alumni par les SA partenaires ; Liste des participants (dont profil des participants) ; photographies</p>	<p>Les entrepreneurs s'engagent dans le dispositif de suivi post-incubation et s'engagent dans un système de mentorat de leurs pairs.</p> <p>Les événements et mises en réseau organisés pour les alumni débouchent sur la création de véritables opportunités (eg. Rencontre fructueuse entre un entrepreneur et un investisseur)</p>

ANNEXE 2 : FICHES DE RENSEIGNEMENT RELATIVE AUX PARTENAIRES

Nombre total de partenaires impliqués dans le projet : 4

Nom complet de l'organisme	ORIBI Village
Acronyme	ORIBI
Adresse du siège social	19 Park Road, Cape Town, Western Cape, 8001
Organisme enregistré ou dont l'adresse opérationnelle (bureau, secrétariat...) se situe dans une ville en zone rouge ⁴ ?	
Téléphone	/
Site internet	https://www.Oribi.org.za/

Personne de contact pour ce projet	nthakoana.maema@groupe-sos.org
Nom et prénom du/de la directeur/trice	Nthakoana MAEMA, Directrice d'Oribi

Date de création	12 novembre 2018
Statut Juridique	South African Non-profit organization (NPO)

Nom et prénom du/de la président-e	<i>Board</i> de directeurs : Frédéric BAILLY, Kévin Goldberg, Richard Anthony Leigh GOUDVIS
Liste des membres du CA	Frédéric BAILLY, Kévin Goldberg, Richard Anthony, Leigh GOUDVIS

Objet social de l'organisme partenaire	South African Non-profit organization (NPO)
Principaux domaines d'intervention et public(s) ciblé(s)	Soutien à l'entrepreneuriat social et au développement d'entrepreneurs et d'entreprises à impact. Les publics ciblés par Oribi sont les entrepreneurs sociaux sud-africains
Nombre de salarié-e-s et de bénévoles	4 salariés, 1 bénévole (VSC)
Budget total annuel en euros	119 057 (2022)
Principaux donateurs	AFD, IDC, Fondation Denibam, Ambassade de France
Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, réseaux, etc.	Oribi fait partie du réseau PULSE de soutien à l'entrepreneuriat. Oribi est également proche de la branche sudafricaine du réseau ANDE (Aspen Network of Development Entrepreneurs) South Africa.
Historique et nature de la coopération avec le partenaire	Oribi fait partie du réseau PULSE depuis sa création en 2018. PULSE et Oribi ont déjà été partenaires sur deux projets financés par l'AFD (Lab'ess Afrique, puis Afrique PULSE). Le projet REACH serait la troisième inerrance de leur collaboration. Au-delà des projets, PULSE appui quotidiennement Oribi dans sa structuration et dans son développement à travers un appui administratif, financier, méthodologique, et autre.
Rôle et implication dans la préparation du projet proposé	Oribi a été impliqué dans la préparation du projet proposé dès mars 2022, à l'occasion d'un séminaire en Tunisie. Des sessions de travail ont

	été organisées avec les équipes PULSE et Jôgjêf afin de définir des objectifs et ambitions pour le présent projet. L'équipe d'Oribi a par la suite, avec l'appui de PULSE, dessiné les activités et les programmes sudafricains du le projet REACH, réfléchi aux activités multi-pays et aux activités de renforcement nécessaires, et défini les indicateurs de suivi et d'impact du projet.
Rôle et implication dans la mise en œuvre du projet proposé	Oribi sera intégralement responsable de la mise en œuvre et du suivi des activités prenant place en Afrique du Sud. Oribi sera également impliqué dans les activités transnationales.
Rétrocession prévue dans le cadre du présent projet ?	Oui.
Nature et localisation des activités à mener dans le cadre du projet	En Afrique du Sud, et plus particulièrement dans les zones des townships de la région du Cap Occidental et du Gauteng, et dans les villes du Cap et de Johannesburg.
Projet réalisé intégralement ou partiellement dans une zone rouge ? Préciser les zones concernées.	Non
Expériences similaires dans la mise en œuvre de l'action proposée	Depuis sa création en 2018, Oribi a réussi à affiner son positionnement stratégique et à être identifié non seulement comme un incubateur de référence pour l'émergence de projets à fort impact dans des secteurs porteurs tels que l'agro-alimentaire en Afrique du Sud mais comme une structure inclusive, engagée sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin. A date, Oribi a soutenu la création de plus de 500 opportunités économiques en accompagnant directement 165 entrepreneurs et entrepreneuses et 133 lycéennes des townships.

Nom complet de l'organisme	Jógjëf
Acronyme	/
Adresse du siège social	ENO - Yamatogne/Nema de l'UVS – Ziguinchor, Sénégal
Organisme enregistré ou dont l'adresse opérationnelle (bureau, secrétariat...) se situe dans une ville en zone rouge ⁵ ?	/
Téléphone	00221 774556994
Site internet	https://www.jogjef.sn/

Personne de contact pour ce projet	kelly.robin@groupe-sos.org
Nom et prénom du/de la directeur/trice	Mamadou Boye BAH ; Babacar SIGNATE

Date de création	20/01/2021
Statut Juridique	Soutenu par la Délégation de l'Union Européenne au Sénégal, Jógjëf est un incubateur issu d'un partenariat signé entre Futur au Présent International (chef de file du projet vis-à-vis de l'Union Européenne), PULSE et l'Université Virtuelle du Sénégal en date du 20/01/2021. A l'issue du projet qui se terminera le 2 juin 2023, Jógjëf, qui est opéré par PULSE (Sénégal) a vocation à rester propriété de l'UVS. L'UVS et PULSE se sont accordés pour prolonger leur partenariat à l'occasion notamment du projet REACH et travailler de concert à la création d'une structure juridique <i>ad-hoc</i> (association de droit sénégalais) pour assurer la pérennité institutionnelle et économique de Jógjëf. Dans le cadre du présent projet, les opérations seront mises en œuvre par PULSE Sénégal.

Nom et prénom du/de la président-e	/
Liste des membres du CA	/

Objet social de l'organisme partenaire	Accueillir et à accompagner des jeunes porteurs de projets à impact social et environnemental
Principaux domaines d'intervention et public(s) ciblé(s)	Soutien à l'entrepreneuriat social et au développement d'entrepreneurs et d'entreprises à impact. Les publics ciblés par Jógjëf sont des jeunes (majoritairement de 18 à 30 ans), femmes, originaires de Casamance.
Nombre de salarié-e-s et de bénévoles	2 salariés
Budget total annuel en euros	69 671€ (2021) – 85 459€ (2022)
Principaux donateurs	Union Européenne, Bank of Africa
Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, réseaux, etc.	Jógjëf fait partie du réseau PULSE de soutien à l'entrepreneuriat. Jógjëf fait partie du réseau d'incubateurs mis en place par l'UVS dans ses ENO.
Historique et nature de la coopération avec le partenaire	Jógjëf est opéré entièrement par PULSE au Sénégal depuis sa création (gestion des RH, mise à disposition de la méthodologie, gestion du lieu, etc.) en collaboration avec l'UVS

⁵ Se référer à chaque pays de la carte <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

Rôle et implication dans la préparation du projet proposé	Les salariés de Jógjêf ont été impliqués dans la préparation du projet proposé dès mars 2022, à l'occasion d'un séminaire en Tunisie. Des sessions de travail ont été organisées avec les équipes PULSE, l'UVS et Oribi afin de définir des objectifs et ambitions pour le présent projet. Une mission en octobre 2022 a permis de finaliser les derniers éléments du projet.
Rôle et implication dans la mise en œuvre du projet proposé	Jógjêf sera intégralement responsable de la mise en œuvre et du suivi des activités prenant place au Sénégal, avec l'appui de l'UVS. Jógjêf sera également impliqué dans les activités transnationales.
Rétrocession prévue dans le cadre du présent projet ?	Oui.
Nature et localisation des activités à mener dans le cadre du projet	En Casamance, et plus exactement à Ziguinchor (où Jógjêf est implanté), ainsi qu'à Kolda et Sedhiou (où seront déployés des RH).
Projet réalisé intégralement ou partiellement dans une zone rouge ? Préciser les zones concernées.	/
Expériences similaires dans la mise en œuvre de l'action proposée	Depuis sa création en 2021, Jógjêf a sensibilisé plus de 1 000 personnes à l'entrepreneuriat à impact, et mis en place 3 promotions d'incubation #Jêfimpact, permettant de former 30 jeunes porteurs de projet. Jógjêf a également mis en place un programme d'accompagnement au financement d'une durée moyenne de 3 mois permettant d'octroyer jusqu'à 3 000€ de subventions aux projets les plus matures.

Nom complet de l'organisme	PLAY International
Acronyme	PLAY
Adresse du siège social	173 rue de Vaugirard, 75015 PARIS, FRANCE
Organisme enregistré ou dont l'adresse opérationnelle (bureau, secrétariat...) se situe dans une ville en zone rouge ⁶ ?	N/A
Téléphone	+33153276640
Site internet	www.play-international.org

Personne de contact pour ce projet	<i>pierre.larnicol@play-international.org</i>
Nom et prénom du/de la directeur/trice	Guillemette PETIT

Date de création	1999
Statut Juridique	Association de loi 1901

Nom et prénom du/de la président-e	Arnaud MOUROT
Liste des membres du CA	Un seul administrateur : Arnaud MOUROT 4 associations au sein de l'AG représentées par : Sophie FERRACCI Hélène BEJUI Nadine AJZENBERG Agnès AUDIER

Objet social de l'organisme partenaire	PLAY International est une Organisation de Solidarité Internationale mettant en place, dans les pays où son action apparaît pertinente, des programmes de développement en direction des publics en difficulté – notamment des jeunes et des enfants – en utilisant le sport comme principal outil d'éducation et de socialisation.
Principaux domaines d'intervention et public(s) ciblé(s)	Education, inclusion, cohésion sociale Publics ciblés : jeunes et enfants vulnérables
Nombre de salarié-e-s et de bénévoles	40
Budget total annuel en euros	3 202 256,30 €
Principaux donateurs	AFD, Union Européenne, Région Ile-de-France, Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales, Agence Nationale de la Cohésion des territoires, Agence Nationale du Sport, Coopération Autrichienne pour le Développement Partenariat Mondial pour l'Education, Fondation Orange, Fondation Carrefour, Fondation d'entreprise FDJ, Paris 2024, Nike, Laureus Sport for Good, Fondation Société Générale, Fondation de France, Fondation handicap Malakoff Humanis, Association Nationale Recherche Technologie, Fonds Autosphere
Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, réseaux, etc.	Secteur Action Internationale du Groupe SOS
Historique et nature de la coopération avec le partenaire	PLAY International est rattachée au même titre que PULSE au GROUPE SOS. De plus, PLAY International mène depuis plusieurs

⁶ Se référer à chaque pays de la carte <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

	années des projets au Sénégal et via ses équipes basées à Ziguinchor, connaît déjà les activités menées par Jógjêf.
Rôle et implication dans la préparation du projet proposé	Une rencontre entre les équipes de PULSE et de PLAY International a eu lieu en octobre 2022 et a permis d'identifier des synergies entre les projets déployés par PLAY et REACH.
Rôle et implication dans la mise en œuvre du projet proposé	PLAY International aura un rôle d'expert technique dans le cadre de l'OS1 – R1. L'objectif est d'utiliser sa pédagogie innovante, mêlant apprentissage et jeu, afin de permettre de faire passer des messages-clés autour de l'entrepreneuriat à impact par des mises en situation ludiques et sportives. Les livrables créés par PLAY International en collaboration avec Jógjêf seront testés sur le terrain au cours des activités de sensibilisation et d'accompagnement, et pourront être également utilisés par Oribi, en Afrique du Sud.
Rétrocession prévue dans le cadre du présent projet ?	Oui – 6 500 €
Nature et localisation des activités à mener dans le cadre du projet	PLAY International concevra les livrables, animera des ateliers à Ziguinchor et accompagnera, à distance, les équipes de Jógjêf dans le déploiement des outils créés en Casamance
Projet réalisé intégralement ou partiellement dans une zone rouge ? Préciser les zones concernées.	/
Expérience similaires dans la mise en œuvre de l'action proposée	Le développement de jeux sportifs ayant pour but la sensibilisation sur des thématiques précises, et le développement de compétences de vie, est au cœur du travail de PLAY International. Parmi les co-crétions récentes réalisées au Sénégal, peuvent être citées : i) co-crétion de 6 jeux sportifs pour une sensibilisation sur les violences basées sur le genre en milieu scolaire - pour une appropriation par les enseignants d'EPS ; ii) co-crétion de 6 jeux sportifs autour des valeurs de l'olympisme – pour une appropriation par les enseignants du primaire.

Nom complet de l'organisme	Université Virtuelle du Sénégal
Acronyme	UVS
Adresse du siège social	Cité du savoir Diamniadio BP 15126 Dakar Sénégal
Organisme enregistré ou dont l'adresse opérationnelle (bureau, secrétariat...) se situe dans une ville en zone rouge ⁷ ?	Non
Téléphone	00221338671267
Site internet	https://www.uvs.sn

Personne de contact pour ce projet	mayoro.cisse@uvs.edu.sn
Nom et prénom du/de la directeur/trice	Mayoro CISSE, Directeur, Direction du Développement et de la Coopération

Date de création	23 septembre 2013
Statut Juridique	Etablissement public d'enseignement supérieur

Nom et prénom du/de la président-e	Pr Moussa LO, Recteur
Liste des membres du CA	L'UVS étant une université publique, elle est tenue de demander l'autorisation du Recteur pour la transmission de ce type d'informations. A date, elle ne nous a pas communiqué cette liste.

Objet social de l'organisme partenaire	Développement et vulgarisation de l'enseignement à distance
Principaux domaines d'intervention et public(s) ciblé(s)	L'Université virtuelle du Sénégal est une université publique à caractère numérique qui repose sur un modèle pédagogique innovant basé sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Elle a pour mission de délivrer au moyen des TIC, des formations adaptées aux besoins des communautés d'apprenants et de favoriser l'accès aux connaissances partout et tout au long de la vie.
Nombre de salarié-e-s et de bénévoles	38 enseignants permanents, +400 enseignants associés, + 1500 tuteurs
Budget total annuel en euros	13 500 000
Principaux donateurs	Etat du Sénégal
Appartenance à des réseaux, des fédérations, collectifs, réseaux, etc.	RESAFAD, AUF
Historique et nature de la coopération avec le partenaire	PULSE et l'UVS ont déjà un accord de partenariat dans le cadre du projet « Employabilité au Sénégal » qui finance actuellement les activités de Jôgjëf. Pour anticiper la fin de ce projet, l'UVS s'est rapprochée de PULSE pour entamer des discussions ; ces dernières ayant donné naissance à REACH.
Rôle et implication dans la préparation du projet proposé	Si l'UVS a donné le mandat à PULSE pour déposer le présent projet, elle a conçu et validé toute l'architecture des activités prévues pour le Sénégal.
Rôle et implication dans la mise en œuvre du projet proposé	L'UVS a plusieurs rôles dans ce projet : elle cogère l'incubateur Jôgjëf aux côtés de PULSE, elle finance sa propre intervention et contribuera

	au financement des activités du projet via la mobilisation de son réseau. Enfin, elle apporte son expertise technique sur les volets diagnostic, plaidoyer, mesure de l'impact et numérique.
Rétrocession prévue dans le cadre du présent projet ?	Non
Nature et localisation des activités à mener dans le cadre du projet	L'UVS est impliquée dans la mise en œuvre des activités prévues au Sénégal, dans le cadre de l'incubateur Jógjēf. L'UVS étant basée à Dakar, elle a en charge la mobilisation de ses ENO de Ziguinchor et de Kolda.
Projet réalisé intégralement ou partiellement dans une zone rouge ? Préciser les zones concernées.	/
Expérience similaires dans la mise en œuvre de l'action proposée	L'UVS mène depuis plusieurs années des activités de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes à l'instar des programmes menés en collaboration avec la Fondation MasterCard (FORCE-N), Orange (hackatons), etc.

ANNEXE 3 : SYNTHÈSE DE LA DERNIÈRE ÉVALUATION RÉALISÉE

Le projet REACH est un nouveau projet. Cependant, il vise à capitaliser sur les rapports d'évaluation qui ont été menés dans le cadre de précédents projets menés par les deux SA. En particulier, il vise à intégrer les principales conclusions et axes d'amélioration mis en évidence par le **rapport d'évaluation intermédiaire du projet « Afrique PULSE »** réalisé en juillet 2021 :

- Le projet avait été jugé pertinent et les thématiques transversales (jeunesse et genre) en adéquation avec les contextes d'intervention ;
- Le positionnement des SA avait également été jugé pertinent par rapport aux écosystèmes locaux ; selon l'évaluation, la spécialisation thématique adoptée par Oribi octroie à la structure « une identité forte et différenciée dans un écosystème en cours de structuration et où les organismes d'appui à des projets entrepreneuriaux à impact social restent rares » ;
- Les activités mises en place par les SA avaient été évaluées comme étant très satisfaisantes au regard des besoins des bénéficiaires finaux, et les moyens employés efficaces ;
- Le projet a eu des effets sur différents groupes cibles. Les bénéficiaires des programmes d'accompagnement ont acquis une compréhension claire de l'écosystème de l'ESS et de la notion d'impact ainsi que des compétences gestionnaires et commerciales. Ces effets immédiats sur les entrepreneurs sont à même de favoriser, à terme, l'insertion socio-économique des bénéficiaires. En effet, 100% des bénéficiaires en Tunisie, et 80% en Afrique du Sud, pensaient que leur expérience d'incubation a été déterminante pour l'essor de leurs projets respectifs.

A noter que la création récente de Jógjēf et la fin du projet qui en finance ses activités en mai 2023 expliquent l'absence de rapports d'évaluation externe à date. Cependant, l'équipe s'est appuyée sur les rapports d'évaluation interne rédigés après chaque parcours d'accompagnement pour concevoir REACH.

Les principales recommandations listées ci-dessus sont extraites du rapport d'évaluation intermédiaire du projet « Afrique PULSE ». Ces dernières ont déjà été intégrées dans le cadre du programme d'activités de la Phase 2 du projet, mais elles influencent également notre présente stratégie d'intervention :

Recommandations	Idées retenues pour REACH
<p>Il conviendrait alors pour la suite du projet de privilégier une approche collective dans la conception de la stratégie de plaidoyer, en la basant sur une théorie du changement commune qui s'appuierait sur les similitudes identifiées dans les problématiques, défis et enjeux des contextes locaux d'intervention. [...]</p> <p>Dans un deuxième temps, la théorie du changement commune pourrait être déclinée de façon plus spécifique dans chacun des territoires, de manière à pouvoir l'adapter aux particularités locales et confier son implémentation aux structures locales.</p> <p>[...] Enfin, il est important de communiquer, de diffuser, d'expliquer et de célébrer les résultats obtenus à l'issue de la mesure de l'impact. Cela contribuera à différencier les incubateurs et servira leur image d'experts dans leur domaine.</p>	<p>Le projet Afrique PULSE a permis la rédaction d'un plaidoyer commun en faveur de l'accessibilité à l'entrepreneuriat à impact pour toutes et tous ; ce plaidoyer a constitué le point de départ du présent projet, qui souhaite ainsi encourager la déclinaison de ce plaidoyer au sein des deux pays ciblés.</p> <p>De plus, l'objectif est de lier travail de plaidoyer et mesure de l'impact de chaque SA, à la fois afin de bâtir un argumentaire solide, mais également de valoriser les résultats atteints sur le terrain.</p> <p>A ce titre, la collaboration avec des acteurs universitaires (l'UVS mais aussi l'Université Stellenbosch en Afrique du Sud) semble être un atout pour la déclinaison opérationnelle de cet axe et la dissémination des résultats.</p>
<p>Il est donc recommandé de trouver le bon équilibre entre le présentiel et le digital dans l'implémentation des activités.</p>	<p>La crise sanitaire a permis à PULSE et ses partenaires de perfectionner leur pédagogie d'accompagnement, via la création notamment de parcours « 100% en ligne » (comme cela est le cas à Oribi). REACH souhaite aller plus en loin en questionnant notamment le lien entre accessibilité au numérique et accessibilité à l'entrepreneuriat à impact, et ce, en tirant profit de l'expertise de partenaires comme l'UVS.</p>
<p>Chacune des structures étant riche en expérience, en savoir-faire et en documentation produite dans le cadre de ses diverses interventions, il serait judicieux pour la deuxième tranche du projet de veiller davantage à la capitalisation et à l'échange de bonnes pratiques entre les différents partenaires, au-delà de ce qui a déjà été réalisé en termes de partage et d'harmonisation des outils de travail lors de la première tranche.</p>	<p>C'est l'organisation de sessions d'échange de bonnes pratiques au-delà même des partenaires initiaux du projet Afrique PULSE qui a permis l'identification de synergies entre Oribi et Jogjef, et a suscité l'idée de véritablement croiser les expertises des deux SA dans le cadre d'un projet commun. C'est le sens notamment des activités de l'OS1 du projet REACH.</p>
<p>Il conviendrait pour l'équipe du siège d'assurer un suivi spécifique de chaque structure afin de garantir la bonne appropriation du kit méthodologique par les équipes locales.</p>	<p>C'est le sens de l'intervention de PULSE dans les activités prévues dans le cadre de l'OS1 notamment.</p>
<p>Si l'on se penche sur les spécificités du contexte sud-africain, il apparaît que l'insertion socioprofessionnelle des jeunes soit également inscrite dans les priorités nationales. Oribi gagnerait ainsi à étudier l'opportunité d'intégrer la thématique jeunesse de manière transversale dans ses programmes d'accompagnement.</p>	<p>Jogjef est le seul incubateur du réseau PULSE à être allé aussi loin en matière d'insertion socio-professionnelle, en travaillant avec des travailleurs sociaux et des jeunes en extrême situation de vulnérabilité. Cette expertise sera mise à profit pour permettre l'amélioration des programmes mis en place par Oribi, en Afrique PULSE.</p>

ANNEXE 4 : FICHES « VOILET PAYS » POUR LES PROJETS MULTI-PAYS

[AFRIQUE DU SUD]



Vert : Régions où se déroulent les activités du projet

Orange : portée espérée des actions du projet grâce aux partenariats développés et aux moyens digitaux mis en place

Points rouges : villes principales du projet (Johannesburg et Le Cap)

Nom de l'OSC porteuse du projet : GROUPE SOS Pulse (PULSE)

Noms des partenaires locaux :

- Oribi Village (Oribi)

Montant du budget prévisionnel du projet affecté au pays : 600 450 €

1. Contexte local dans lequel le projet est mis en œuvre

L'Afrique du Sud est la deuxième économie la plus importante du continent mais reste un pays particulièrement inégalitaire. En effet, la moitié des Sud-Africains vit sous le seuil de pauvreté, plus d'un tiers est au chômage et plus d'un quart souffre d'insécurité alimentaire (ONU 2021). La pandémie du Covid-19 a aggravée cette crise de l'emploi et a mis en exergue les faiblesses structurelles du marché du travail national, et plus particulièrement pour les jeunes, les femmes, et les populations des zones péri-urbaines (les townships) et rurales.

Le gouvernement sud-africain reconnaît l'entrepreneuriat social comme un levier majeur de réduction du chômage et de création d'emplois durables (New Growth Path 2009). Le Plan National de Développement 2030 (PND) préconise quant à lui la création et le renforcement de programmes d'éducation à l'entrepreneuriat pour les jeunes, dans un contexte où 63% des 15-24 ans sont au chômage et où le taux de participation des jeunes à l'entrepreneuriat est le plus faible du continent africain (GEM, 2015). L'accès à l'entrepreneuriat des femmes nécessite également une réponse spécifique, ces dernières faisant face à de multiples barrières sexospécifiques qui entravent le potentiel de croissance de leurs entreprises (ANDE, 2021). Ces freins à l'entrepreneuriat sont encore plus marqués pour les publics des zones péri-urbaines et rurales, zones géographiques qui abritent la plus forte densité de chômeurs et où l'on devient entrepreneur (informel) par nécessité. L'entrepreneuriat apparaît également comme une solution durable pour pallier d'autres problématiques nationales endémiques, telles que le fonctionnement de son système alimentaire, thématique sur laquelle Oribi s'est spécialisé.

L'intervention d'Oribi dans le cadre du projet REACH est double : apporter une réponse aux problématiques du chômage et du manque d'opportunités économiques des jeunes et des femmes des communautés les plus vulnérables du pays, mais également faire émerger des solutions entrepreneuriales innovantes aux enjeux du pays, notamment

autour des systèmes alimentaires. L'ancrage d'ORIBI est au Cap, mais des activités seront également déployées à Johannesburg et dans les zones péri-urbaines et rurales des provinces du Cap Occidental et du Gauteng.

2. Identification des bénéficiaires du projet dans ce pays

Bénéficiaires directs :

- **20 organisations de la société civile (OSC)**, travaillant avec les jeunes et/ou femmes de zones marginalisées bénéficieront d'une formation à l'entrepreneuriat social qui leur permettra de sensibiliser leurs propres bénéficiaires à l'entrepreneuriat social et de leur ouvrir des perspectives d'insertion nouvelles.
- **Au moins 20 acteurs publics, privés ou issus de la société civile sud-africaine** seront impliqués dans les groupes de travail lancés par Oribi ou participeront activement aux événements organisés
- **400 jeunes lycéennes** issues d'au moins 10 communautés des townships du Cap Occidental différentes bénéficieront d'un programme d'éducation à l'entrepreneuriat et à l'innovation sociale.
- **130 entrepreneurs** seront accompagnés de manières différentes :
 - **30 femmes aspirante-entrepreneures** (dont 50% jeunes et 80% issues de zones péri-urbaines ou rurales) de la région du Cap Occidental bénéficieront d'un programme d'idéation sexo-spécifique de 2-mois intitulé « Bridging the Gender Gaps » et d'une bourse de vie.
 - **100 entrepreneurs sourcés au niveau national** (dont 60% de femmes, 80% de jeunes de moins de 34 ans et 50% issue de zones marginalisées) bénéficieront d'un programme d'idéation de 4 semaines autour de l'innovation dans le domaine de la sécurité alimentaire. **60 d'entre eux** bénéficient d'un programme d'incubation de 6 mois autour de la sécurité alimentaire et d'un accompagnement post-incubation d'un an. **10 d'entre eux** bénéficient d'une subvention de 5,000 euros et d'un accompagnement au financement de 3 mois.

Bénéficiaires indirects :

- Chacune des 20 OSC formées sensibilisera au moins 40 personnes à l'entrepreneuriat social, soit **800 jeunes et/ou femmes** sensibilisées à l'entrepreneuriat social au total.
- **L'écosystème de l'entrepreneuriat social sud-africain** sera rendu plus inclusif notamment grâce aux actions de plaidoyer et de valorisation de l'impact des actions du projet REACH.
- Les **communautés rurales ou des townships** bénéficieront des projets d'innovation social développés par les entrepreneurs accompagnés et répondant à leurs problématiques sociales ou environnementales, ainsi que des opportunités économiques créées.

3. Description résumée des principaux résultats/activités/indicateurs du projet dans le pays

Objectif spécifique 1 : Favoriser l'émergence d'un écosystème plus inclusif et sensibilisé aux opportunités que l'entrepreneuriat social ouvre aux femmes et aux jeunes des zones péri-urbaines et rurales en Afrique du Sud

➤ Résultats attendus

R1.1. Oribi affirme son positionnement en tant que structure d'accompagnement inclusive et améliore ses outils d'accompagnement pour les rendre plus sensibles au genre et à la jeunesse.

R1.2. Oribi essaime sa méthodologie de sensibilisation et d'accompagnement à l'entrepreneuriat social vers de nouveaux territoires et acteurs.

R1.3. La reconnaissance de l'ES, notamment par les pouvoirs publics sudafricains, en tant qu'opportunité d'intégration sociale et économique des femmes et des jeunes issues de zones péri-urbaines et rurales est renforcée.

➤ Principales activités prévues

- Organisation de deux groupes de travail (1 au Cap, 1 à Johannesburg) réunissant au moins 20 acteurs publics, privés, issus de la société civile et entrepreneurs sociaux afin de mettre à jour un diagnostic des besoins des jeunes

et des femmes issues de territoires marginalisés et une cartographie des dispositifs d'accompagnement existant, et création d'une communauté d'échange de bonnes pratiques

- Amélioration et partage de bonnes pratiques grâce à l'appui de PULSE et une visite d'étude au Sénégal chez Jógjéf
- Cocréation d'une méthodologie et d'outils de formation de formateurs (OSC) à l'entrepreneuriat social et formation de 20 OSC œuvrant auprès de jeunes et de femmes des régions péri-urbaines et/ou rurales dans les régions du Cap Occidental et du Gauteng.
- Valorisation des actions menées par ORIBI en faveur de l'inclusion des jeunes et des femmes dans l'ES via la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de plaidoyer incluant la publication de rapports d'impact, de vidéos, ou encore l'organisation d'événements.

➤ **Principaux indicateurs de résultats visés**

20 OSC sensibilisées à l'entrepreneuriat social sensibilisent à leur tour 800 jeunes et/ou femmes ; 20 nouveaux acteurs s'engagent en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat social des jeunes et des femmes et prennent part aux groupes de réflexion organisés par ORIBI ; Les programmes existants d'Oribi sont améliorés pour être plus inclusifs et 1 nouveau programme d'accompagnement répondant aux besoins spécifiques des femmes est conçu, permettant d'accompagner 130 entrepreneurs ; Montée en compétence des équipes d'Oribi au contact de nouveaux partenaires, du PULSE et de Jógjéf ; 2 régions couvertes par les activités d'Oribi et rayonnement sur au moins 3 autres régions.

Objectif spécifique 2 : Soutenir la création et le développement de projets à impact social ou environnemental portés par des femmes et des jeunes issus de zones marginalisées

➤ **Résultats attendus**

R.2.1. Des femmes et des jeunes portant un projet à impact développent leur esprit entrepreneurial et sont appuyés dans l'émergence de leur projet entrepreneurial

R.2.2. Les porteurs de projets à impact sud-africains, particulièrement les jeunes et les femmes éloignés de l'entrepreneuriat, sont mieux accompagnés dans le développement de leur entreprise et la recherche de financement

R.2.3. Une communauté d'acteurs engagés en faveur de l'inclusion des femmes et des jeunes porteurs de projets dans l'entrepreneuriat social est fédérée et offre des perspectives de long terme à ces derniers

➤ **Principales activités prévues**

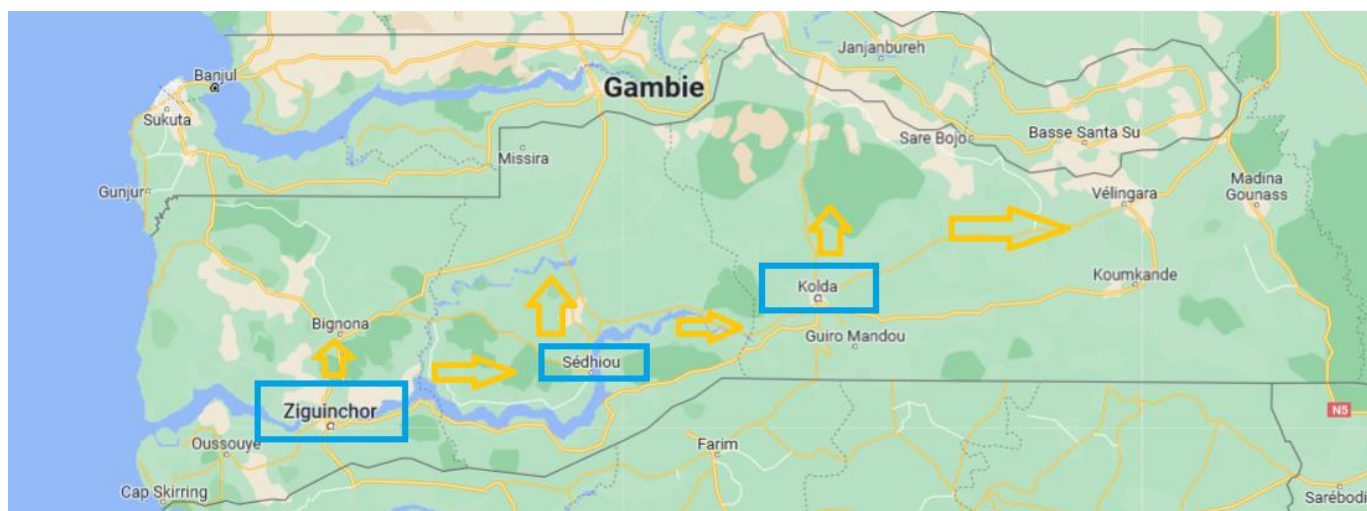
- Déploiement de 2 programmes d'idéation sur la sécurité alimentaire incluant webinaires, études de cas et coaching.
- Déploiement de 2 programmes d'idéation 100% féminins, incluant l'octroi de bourses de vies pour chacune des 30 participantes, des sessions de suivi individuel et de coaching, des masterclass et des événements.
- Déploiement de 2 programmes d'éducation à l'entrepreneuriat incluant un bootcamp d'innovation, des ateliers, du coaching individuel, du mentorat et des événements de valorisation. 20 à 30 lycéennes recevront également une bourse pour lancer leur projet.
- Déploiement de 2 programmes d'incubation Food System, incluant des masterclass, du mentorat, des sessions de suivi, des ateliers en présentiel au Cap et à Johannesburg, et l'octroi de subventions de développement pour 10 entrepreneurs
- Création et renforcement d'un réseau d'alumni offrant des opportunités d'engagement, et mise en place d'un dispositif d'accompagnement post-incubation incluant coaching individuel et événements.

➤ **Principaux indicateurs de résultats visés**

400 lycéennes des townships sont sensibilisées à l'entrepreneuriat social, et 200 d'entre elles sont accompagnées vers l'émergence de leur projet ; 130 aspirants entrepreneurs dont au moins 70% de femmes, 75% de jeunes et 60% issus de communautés marginalisées développent leur idée d'entreprises par le biais de programmes d'idéation sur-mesure ; 60 entrepreneurs dont au moins 60% de femmes, 80% de jeunes et 50% issus de zones marginalisées développent leur entreprise, et 10 d'entre eux bénéficient d'une subvention de développement ; 90% des entrepreneurs

accompagnés par Oribi estiment avoir amélioré leurs compétences et développé leur esprit entrepreneurial à l'issue du projet ; 30 nouvelles entreprises sociales sont créées ; 70% des entreprises accompagnées sont encore actives et pérennes 1 an après la fin de leur accompagnement, notamment grâce au suivi post-incubation mis en place.

[SENEGAL]



En bleu : localités dans lesquelles seront déployées des RH : Ziguinchor, Kolda (dès l'année 2), Sédhiou (dès l'année 3). En orange : les flèches indiquent la portée des antennes de Jógjêf qui touchent l'ensemble des territoires de Casamance (de Bignona à Vélingara). A noter que le siège de l'UVS se situe à Dakar.

Nom de l'OSC porteuse du projet : Jógjêf / PULSE Sénégal

Noms des partenaires locaux :

- Université Virtuelle du Sénégal
- PLAY International

Montant du budget prévisionnel du projet affecté au pays : 551 901 €

1. Contexte local dans lequel le projet est mis en œuvre

Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Sénégal a enregistré une croissance annuelle supérieure à 6 % entre 2014 et 2018. La croissance du PIB réel s'est établie à 0,87 % en 2020 contre 4,4 % en 2019 et 6,2 % en 2018 (Banque Mondiale). Le dynamisme économique du pays est cependant compromis par la conjoncture extérieure (crise en Ukraine, hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie) et des défis structurels de taille : un quart des Sénégalais vit dans la région de Dakar (0,3 % du territoire), et le taux de chômage est estimé à 24,1% au quatrième trimestre de 2021, soit une hausse de 7,8 points de pourcentage par rapport au dernier trimestre de 2020. Le chômage est plus élevé en milieu rural où le taux est estimé à 29,8%, touche davantage les femmes (35,8% d'entre elles sont au chômage) et les jeunes (32% d'entre eux sont au chômage) (ANSD, 2022).

Face à ces enjeux, l'adoption en **2014 du Plan Sénégal Emergent** (PSE, 2014-2023) place l'ESS comme l'un des piliers économiques et l'un des leviers d'un développement humain durable pour le pays (axe n°1). Le PSE appuie également la promotion de l'entrepreneuriat féminin, et place les femmes et les jeunes au centre du développement du pays (axe n°3). Un ministère consacré à l'ESS a été créé en 2017, le Ministère de la Microfinance et de l'Economie Sociale (MMES), qui a réussi à faire adopter en juin 2021 par l'Assemblée nationale sénégalaise une **loi d'orientation relative à l'ESS**, qui pose désormais les jalons d'un cadre juridique pour le développement du secteur au Sénégal. En cohérence avec les visés du PSE, la **Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes**

(DER/FJ) a également été créée en 2017 par décret présidentiel afin de promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi des femmes et des jeunes en combinant services d'appui financiers et d'accompagnement.

Capitalisant sur ses 2 années d'expérience, Jógjêf souhaite ainsi, par le biais du projet REACH, se positionner au plus près des problématiques socio-économiques au Sénégal. Son intervention est double : apporter une réponse aux problématiques du chômage et du manque d'opportunités à destination des jeunes et des femmes vivant en Casamance mais également faire émerger des solutions entrepreneuriales innovantes pour accompagner le développement de ce territoire enclavé du Sénégal.

2. Identification des bénéficiaires du projet dans ce pays

Bénéficiaires directs :

Jógjêf bénéficiera du projet REACH, notamment à travers les activités liées au renforcement de son système de mesure d'impact, à l'amélioration de ses programmes, au renforcement de ses partenariats et aux activités d'apprentissages croisés sur l'entrepreneuriat inclusif avec ses partenaires sud-africains.

30 organisations de la société civile (OSC) bénéficieront d'une formation à l'entrepreneuriat social, exécutée avec des outils pédagogiques innovants, qui leur permettra de sensibiliser leurs propres bénéficiaires à l'entrepreneuriat social et de leur ouvrir des perspectives d'insertion nouvelles.

300 jeunes et femmes issues de Casamance (des régions de Ziguinchor, Kolda et Sedhiou) bénéficieront d'une sensibilisation à l'entrepreneuriat et à l'innovation sociale.

Les entrepreneurs seront accompagnés de manières différentes :

- **78 jeunes** (dont 50% de femmes) seront accompagnés en phase d'idéation au cours des 3 ans et auront accès à une bourse ;
- **40 jeunes au total** (dont 50% de femmes, et 10 jeunes issus de la région de Kolda) seront accompagnés en phase d'incubation – certains pourront être issus de la précédente phase ;
- **30 jeunes au total** (dont 50% de femmes) bénéficieront du programme d'accompagnement au financement et seront financés par une subvention pouvant aller jusqu'à 2 500€.

Au moins **20 acteurs publics, privés ou issus de la société civile sénégalaise** seront impliqués dans les groupes de travail lancés par Jógjêf et l'UVS autour de l'accessibilité à l'entrepreneuriat et renforceront donc leurs connaissances, compétences et réseau partenarial.

Bénéficiaires indirects :

- Chacune des 30 OSC formées sensibilisera au moins 20 personnes à l'entrepreneuriat social, soit **500 jeunes et/ou femmes sensibilisées à l'entrepreneuriat social au total**.
- **L'écosystème de l'entrepreneuriat sénégalais** sera rendu plus inclusif aux enjeux des femmes et jeunes issus de milieux marginalisés, notamment grâce aux actions de plaidoyer et de valorisation de l'impact des actions du projet REACH.
- Les casamançais bénéficieront des projets d'innovation sociale développés par les entrepreneurs accompagnés et répondant à leurs problématiques sociales ou environnementales, ainsi que des opportunités économiques créées.

3. Description résumée des principaux résultats/activités/indicateurs du projet dans le pays

Objectif spécifique 1 : Favoriser l'émergence d'un écosystème plus inclusif et sensibilisé aux opportunités que l'entrepreneuriat social ouvre aux femmes et aux jeunes de Casamance

➤ Résultats attendus

R1.1. Jógjêf affirme son positionnement en tant que structure d'accompagnement inclusive et améliore ses outils d'accompagnement pour les rendre plus sensibles au genre et à la jeunesse.

R1.2. Jógjêf essaime sa méthodologie de sensibilisation et d'accompagnement à l'entrepreneuriat social vers de nouveaux territoires et acteurs.

R1.3. La reconnaissance de l'ES en tant qu'opportunité d'intégration sociale et économique des femmes et des jeunes issues de zones péri-urbaines et rurales est renforcée au Sénégal

➤ **Principales activités prévues**

- Organisation de groupes de travail, issus de la société civile et entrepreneurs sociaux afin de mettre à jour un diagnostic des besoins des jeunes et des femmes issues de territoires magasinés et une cartographie des dispositifs d'accompagnement existant, et création d'une communauté d'échange de bonnes pratiques ;
- Amélioration et partage de bonnes pratiques grâce à l'appui de PULSE et une visite d'étude en Afrique du Sud chez Oribi ;
- Co-crédation d'une méthodologie et d'outils de formation de formateurs (OSC) à l'entrepreneuriat social et formation de 30 OSC œuvrant auprès de jeunes et de femmes de Casamance ;
- Valorisation des actions menées par Jógjêf en faveur de l'inclusion des jeunes et des femmes dans l'ES via la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de plaidoyer incluant la publication de rapports d'impact, de vidéos, ou encore l'organisation d'événements.

➤ **Principaux indicateurs de résultats visés**

30 OSC sensibilisées à l'entrepreneuriat social sensibilisent à leur tour 500 jeunes et/ou femmes ; 20 nouveaux acteurs s'engagent en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat social des jeunes et des femmes et prennent part aux groupes de réflexion organisés par Jógjêf ; les programmes existants de Jógjêf sont améliorés pour être plus inclusifs ; Montée en compétence des équipes de Jógjêf au contact de nouveaux partenaires, de PULSE et d'Oribi ; 2 localités de Casamance sont mieux couvertes via le déploiement de RH sur Kolda (année 2) et Sedhiou (année 3).

Objectif spécifique 2 : Soutenir la création et le développement de projets à impact social ou environnemental portés par des femmes et des jeunes issus de Casamance

➤ **Résultats attendus**

R2.1. Des femmes et des jeunes portant un projet à impact développent leur esprit entrepreneurial et leur projet d'entreprise

R2.2. Les porteurs de projets à impact sénégalais, particulièrement les jeunes et les femmes éloignés de l'entrepreneuriat, sont mieux accompagnés dans le développement de leur entreprise et la recherche de financement

R2.3. Les femmes et jeunes entrepreneurs incubés disposent d'un réseau soutien leur ouvrant des opportunités et perspectives de long terme pour leur projet d'entrepreneuriat social, pendant et post-accompagnement.

➤ **Principales activités prévues**

- Déploiement de 3 programmes d'idéation de 3 mois au cours du projet ;
- Déploiement de 3 programmes d'incubation de 6 mois au cours du projet ;
- Déploiement de 3 programmes d'accompagnement au financement de 3 mois au cours du projet ;
- Création et renforcement d'un réseau d'alumni offrant des opportunités d'engagement, et mise en place d'un dispositif d'accompagnement post-incubation incluant coaching individuel et événements.

➤ **Principaux indicateurs de résultats visés**

300 jeunes de Casamance sont sensibilisés directement à l'entrepreneuriat social ; 3 programmes d'idéation sont déployés et touchent 78 jeunes (dont 50% de femmes) ; 3 programmes d'incubation sont déployés pour 40 jeunes (dont 50% de femmes) ; 3 programmes d'accompagnement au financement sont déployés pour 30 entrepreneurs (dont 50% de femmes) , aboutissant à l'octroi de 25 bourses de développement ; 90% des entrepreneurs accompagnés par Jógjêf

estiment avoir amélioré leurs compétences et développé leur esprit entrepreneurial à l'issue du projet ; 20 nouvelles entreprises sociales sont créées ; 70% des entreprises accompagnées sont encore actives et pérennes 1 an après la fin de leur accompagnement, notamment grâce au suivi post-incubation mis en place.

ANNEXE 5 : CARTE(S) ET AUTRE(S) DOCUMENT(S) JUGE(S) PERTINENT(S) PAR L'OSC (ETUDES, SCHEMAS, COMPLEMENTS DE DOSSIER TECHNIQUE, ETC.)

N/A

ANNEXE 6: LISTE DES PARTENAIRES OU PARTIES-PRENANTES BENEFICIAIRES DE RETROCESSIONS DE PREMIER ET SECOND NIVEAU

[illegible]

DATE : 30/11/2022

Aime Batel

ANNEXE 7 : QUESTIONNAIRE D’EVALUATION DU RISQUE FIDUCIAIRE ET DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME, LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC)

Extrait du cadre d’intervention transversal OSC 2018-2023 :

Lutte contre le financement du terrorisme et la corruption ⁸

Dans de nombreuses zones d’intervention, l’AFD doit faire face à des risques de détournements des fonds à destination des OSC notamment à des fins de financement de terrorisme. En dépit des nombreux et croissants efforts entrepris par les OSC, appuyées par l’AFD, afin de promouvoir et renforcer les diligences sur leurs opérations, certaines peuvent rester vulnérables à leur exploitation et détournement par des organisations terroristes afin de se procurer ou de faire circuler des fonds, de fournir un soutien logistique, d’encourager ou de faciliter le recrutement de terroristes, ou encore de soutenir des terroristes ou des organisations/opérations terroristes. En effet, les OSC sont particulièrement vulnérables aux risques de détournement de leurs fonds car, souvent imparfaitement sensibilisées à ces risques, elles ont accès à des sources de financement parfois conséquentes et sont exposées à la circulation d’un grand volume de liquidités. En outre, de nombreuses OSC sont exposées du seul fait de leur implantation à l’intérieur ou à proximité des zones fortement exposées aux activités terroristes.

-Ces risques font l’objet d’une surveillance par le Département de la Conformité (DCO) de l’AFD et sont pris en compte dans l’instruction des opérations, en général, et notamment celles impliquant des OSC en zones sensibles.

-Néanmoins, devant la persistance de la menace dans les zones sensibles où l’AFD opère de manière renforcée en appui à des OSC (Facilité Crises et Vulnérabilités et régions du Sahel, Irak-Syrie, autres), il est nécessaire d’approfondir la prise en compte de ces risques dans les opérations de l’Agence. En conséquence, en plus des diligences classiques, l’AFD veillera à élaborer, en lien avec les services de la Direction Générale du Trésor, un cadre de diligences anti-corruption/antiterrorisme ad-hoc, pouvant s’appliquer spécifiquement aux opérations d’appui aux OSC en zones sensibles.

Afin que l’AFD soit en mesure d’apprécier la nature et la qualité des dispositifs d’encadrement du risque fiduciaire et du risque de financement du terrorisme, de fraude et de corruption au sein de l’OSC partenaire, celle-ci est invitée à remplir, signer et renvoyer ce questionnaire à l’AFD.

La notion de risque fiduciaire doit être entendue comme renvoyant à la bonne gouvernance financière au sein de chaque contrepartie. Cette notion inclut le risque de corruption et de fraude et les aspects liés à la gouvernance interne (il est question des mesures, des règles, des procédures et des processus organisationnels permettant d’appréhender la manière dont la contrepartie est dirigée, administrée et contrôlée).

L’AFD porte une attention particulière sur le risque engendré par le non-respect par la contrepartie des conditions d’usage ou de durée des fonds qui lui ont été transférés. Cela implique de la part de la contrepartie un comportement responsable, transparent et respectueux des ressources qui lui sont confiées par l’AFD

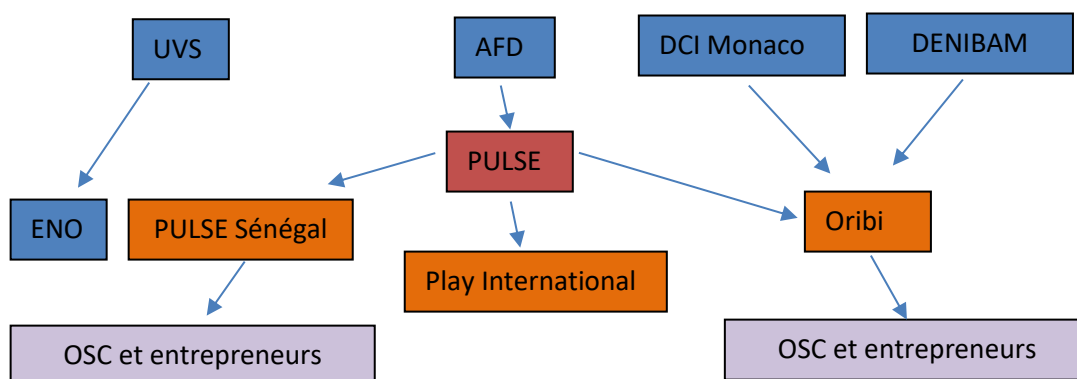
(Voir également guide méthodologique page 13 et 14).

Le traitement a pour finalité la mise en place et le suivi d’une activité de surveillance adaptée aux risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme pendant toute la durée de la relation d’affaires. La durée de conservation appliquée est de cinq ans maximum à compter du terme du projet de financement considéré. En application de l’article L561-45 du Code monétaire et financier, les personnes concernées par ce traitement disposent d’un droit d’accès indirect auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés.

⁸ Recommandation du GAFI n°8 qui traite spécifiquement des OSC (http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/Recommandations_GAFI.pdf)

Voir également le guide intitulé « Risque de financement du terrorisme : Guide de Bonne Conduite à l’attention des associations », publié par la Direction Générale du Trésor le 27 janvier 2015 (<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/433045>).

1. CIRCUITS FINANCIERS ET INTERVENANTS



- A l'exception de la subvention octroyée par l'AFD qui sera rétrocédée directement à PULSE, les financements obtenus directement par les SA locales (DCI Monaco, DENIBAM) sont reversés aux SA ;
- L'incubateur Jógjéf n'ayant pas encore d'existence juridique propre, il est proposé que les dépenses réalisées par l'incubateur soient opérées intégralement par PULSE, qui a l'autorisation d'exercer au Sénégal en vertu de l'arrêté 027221 du 04 août 2021 (NINEA 008811962) et a ouvert un compte bancaire localement auprès de la Société Générale. A terme, il est prévu la création d'une OSC de droit sénégalais ; cette dernière sera notifiée pour ANO de l'AFD et pourra alors opérer directement les fonds, d'une part, de PULSE, et d'autre part, d'autres potentiels financeurs sénégalais ;
- L'UVS étant une université publique, elle dispose de son propre budget de fonctionnement. A ce titre, nous valoriserons les ressources qu'elle met à disposition dans le cadre du projet (locaux, RH), mais il n'y aura aucun flux financier entre l'UVS et PULSE ;
- Ce sont les SA locales (PULSE Sénégal et Oribi) qui rétrocéderont les fonds aux bénéficiaires finaux du projet via leurs propres comptes bancaires.

2. REPRESENTATION ET RELATIONS AVEC DES AGENTS PUBLICS

Qui est/sont le ou les représentants légaux de votre institution ?

La notion de représentant légal d'une association s'entend comme la ou les personnes disposant des pouvoirs d'engager la responsabilité de l'association et qui agit au nom et pour le compte de celle-ci. Lorsqu'il s'agit d'une fondation, doivent être considérés comme représentant légaux le président, le directeur général et l(e)s membre(s) du directoire de la fondation (*décret n°2018-284 du 18 avril 2018 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme*).

Nicolas MESSIO, Président administrateur unique

Un ou plusieurs représentants légaux de votre institution ou personnes susceptibles d'intervenir dans le cadre du projet financé par le groupe AFD ont-ils également la qualité d'Agent public ?

La notion d'Agent public s'entend comme la ou les personnes dépositaires de l'autorité publique, chargées d'une mission de service public ou investies d'un mandat électif public dans un pays étranger ou au sein d'une organisation internationale publique :

- Fonctionnaire ou agent d'un gouvernement / organisme / ministère / département du gouvernement

- Cadre ou employé d'une société contrôlée, même en partie, par l'État (par exemple, une compagnie pétrolière d'État), à l'exclusion cependant des employés détachés dans ces sociétés
- Magistrat ou personne détenant un mandat judiciaire
- Cadre ou employé d'une organisation publique internationale comme les Nations Unies ou la Banque mondiale.

☐ Oui ☒ Non

Si oui, veuillez identifier le représentant, le poste occupé en tant qu'agent public et son employeur

Cliquez et entrez le texte ici

3. ORGANISATION FINANCIERE & COMPTABILITE

La méthode de comptabilité utilisée au sein de votre institution est-elle analytique ?

☒ Oui ☐ Non

En cas de réponse négative, veuillez détailler

Votre institution dispose-t-elle d'un système d'information approprié (logiciel de comptabilité) ?

☒ Oui ☐ Non

En cas de réponse négative, veuillez détailler

Votre institution dispose-t-elle d'états financiers audités ?

☒ Oui ☐ Non

En cas de réponse négative, veuillez détailler

Si oui, l'opinion de l'auditeur fait-elle état de réserves sur le contrôle interne ou sur une mauvaise gouvernance financière de l'OSC ?

☐ Oui ☒ Non

En cas de réponse positive, détailler ces réserves et le cas échéant les mesures mises en place ou envisagées pour lever ces dernières.

Votre institution pratique-t-elle la mise à disposition d'argent liquide lors de la réalisation de projets ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, les procédures internes prévoient-elles des mesures spécifiques d'encadrement quant à l'utilisation d'argent liquide ?

☒ Oui ☐ Non

Pour faire face aux contraintes locales (administratives ou fournisseurs), il est possible que certains paiements soient effectués en liquide. Mais ces paiements sont l'exception et sont limités en terme de montant afin de limiter au maximum la manipulation d'argent liquide. Une politique de gestion des liquidités a été mise en place au Sénégal au 1er semestre 2022 et cette même politique est en cours d'élaboration en Afrique du Sud. Dans les 2 pays, Les procédures internes incluent des mesures spécifiques liées à la gestion des caisses et des coffres.

Les procédures d'engagement et de paiement sont-elles formalisées et les fonctions correspondantes (ordonnateur et payeur) séparées ?

☒ Oui ☐ Non

En cas de réponse négative, veuillez détailler

Votre institution a-t-elle élaborée des procédures financières et comptables afin de prévenir le risque que vos livres, registres et comptes ne puissent être utilisés pour se livrer à des pratiques corruptives ou dissimuler de telles pratiques ?

☒ Oui ☐ Non

Détailler ici, si nécessaire

4. CONTRÔLE INTERNE

Votre institution est-elle dotée d'un département du contrôle interne ?

☐ Oui ☒ Non

Il n'y a pas de département d'audit interne, mais PULSE peut s'appuyer sur les RH mutualisées à l'échelle du Secteur Action Internationale du GROUPE. Ainsi, des contrôles internes ponctuels peuvent être effectués par la Directrice Administrative et Financière du SAI ainsi que par les RAF d'autres structures.

Si oui, quels sont leurs rôles ? Combien d'ETP y sont affectés ? Quels sont les liens hiérarchiques ?

Cliquez et entrez le texte ici

Votre institution est-elle soumise au contrôle d'un auditeur externe indépendant ?

☒ Oui ☐ Non

Détailler ici, si nécessaire

Des contrôles comptables de 1er niveau sont-ils réalisés et formalisés ?

☒ Oui ☐ Non

En cas de réponse négative, veuillez détailler

► Si oui, merci de bien vouloir citer deux exemples de contrôles mis en place

Les procédures financières indiquent les contrôles de premier niveau à effectuer par les équipes financières : comptabilité sur la base de reçus approuvés en interne, rapprochements bancaires, inventaire de la trésorerie, validation des procédures d'engagement des dépenses.

Existe-t-il au sein de votre institution une procédure relative à la conservation et à la sauvegarde des documents de travail, emails, pièces justificatives, etc. ?

☒ Oui ☐ Non

En cas de réponse négative, veuillez détailler

5. CONTRÔLES EXTERNES

Votre institution a-t-elle déjà réalisé un ou des projets financés par l'AFD ?

☒ Oui ☐ Non

- Si oui, merci de bien vouloir détailler l'avis de l'auditeur sur les rapports d'audit techniques et financiers déjà produits sur les précédents projets cofinancés par l'AFD (sur les trois dernières années) et la teneur des recommandations éventuellement formulées dans lesdits rapports :

Un audit a été conduit dans le cadre du **projet "LAB'ESS Afrique"** (AFD CZZ 2271 01 Z). 3 constatations ont été mises en avant : le paiement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée - TVA sur les dépenses ; l'imputation de dépenses avec proratas ; un dépassement budgétaire qui n'avait pas fait l'objet d'un ANO.

6. CONFORMITE

Votre institution dispose-t-elle d'un programme de conformité (compliance program) visant à prévenir, maîtriser et traiter les risques de fraude, de corruption et de détournement de fonds interne et externe ? On entend par cette notion un ensemble de procédures et de processus mis en place au sein de votre institution permettant d'assurer le respect des normes applicables par l'ensemble des salariés et dirigeants afin de prévenir les risques de corruption et de fraude. Il peut s'agir d'une charte, d'un code de bonne conduite, de formation, de sensibilisation, de mécanismes internes d'alerte, de conseil, d'audit...

☒ Oui ☐ Non

Détailler ici, si nécessaire

Votre institution dispose-t-elle d'un code de conduite anticorruption et/ou d'une charte éthique ?

☒ Oui ☐ Non

Détailler ici, si nécessaire

Votre institution dispose-t-elle d'une politique et/ou procédure de lutte contre la fraude/corruption ?

☒ Oui ☐ Non

En cas de réponse négative, veuillez détailler

Votre institution dispose-t-elle d'une procédure d'alerte ou de tout autre moyen permettant de reporter tout type de violation des règles (internes, légales, ouverte aux parties prenantes externes) ?

☒ Oui ☐ Non

En cas de réponse négative, veuillez détailler

7. LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET LE DETOURNEMENT DE FONDS

Votre institution dispose-t-elle d'une politique et/ou d'une procédure de lutte contre le détournement de fonds notamment dans le cadre de l'accès aux populations et de lutte contre le financement du terrorisme ?

☒ Oui ☐ Non

Détailler ici, si nécessaire

- Si oui, quelle est son objet et la dernière date de mise à jour ?

Cette politique a été mise en place en 2022 et actualisée pour prendre en compte l'évolution des procédures de l'AFD.

- Si non, votre institution envisage-t-elle de se doter d'un tel document, et, le cas échéant, à quelle échéance ?

☐ Oui ☐ Non

Cliquez et entrez le texte ici

Votre institution procède-t-elle à des diligences/vérifications sur son personnel, sur ses bénéficiaires de rétrocessions, sur ses partenaires de mise en œuvre et sur ses prestataires/fournisseurs ? (il s'agit ici des processus et contrôles permettant de vérifier l'identité de ces personnes ainsi que leur honorabilité)

☒ Oui ☐ Non

En cas de réponse négative, veuillez détailler

► Si oui, détailler le type de diligences/vérifications réalisées.

Une procédure a été mise en place pour effectuer le screening du personnel (dès signature de la convention, puis tous les 6 mois), et les prestations / fournisseurs (au-delà du seuil de 20 000€). Les rétrocessions vis-à-vis des OSC et entrepreneurs (finaux) ont fait l'objet d'une procédure dédiée, et une diligence est effectuée avant la signature de tout contrat.

Que se passe-t-il si des occurrences négatives sont découvertes ?

D'autres recherches sont effectuées. La personne en charge du screening a, à sa disposition, un modèle de rapport qu'elle peut transmettre à sa Direction.

Si des occurrences négatives sont confirmées, le contrat avec le bénéficiaire n'est pas signé ou est résilié.

Dans le cadre des financements AFD, votre institution contrôle-t-elle systématiquement son personnel, ses partenaires de mise en œuvre/bénéficiaires de rétrocession, ses prestataires et fournisseurs au regard des listes de sanctions financières nationales et/ou internationales ? Les listes de sanctions sont des instruments de politique étrangère relatives à un pays ou à une thématique et qui interdisent la mise à disposition directe ou indirecte de fonds ou de ressources économiques au bénéfice des personnes listées. Ces listes peuvent être publiées par l'ONU, l'Union européenne (UE), le gouvernement français, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du gouvernement américain, etc. Pour rappel, l'article L.562-4 du Code Monétaire et Financier requiert toute personne physique ou morale française de respecter les listes de sanctions prises par les Nations Unies, l'UE et la France.

☒ Oui ☐ Non

Le cas échéant, veuillez ajouter la(les) référence(s) à votre politique interne

En cas de réponse négative, veuillez détailler

► Si oui, indiquer quelles listes de sanctions vous contrôlez (ex: France, UN, OFAC, UE ...), et si vous utilisez un logiciel ou une base de donnée externe pour réaliser ces diligences, veuillez indiquer son nom.

France (DGT), l'UE, ONU, le pays local si une liste existe. L'acquisition de logiciels spécifiques est actuellement à l'étude.

► Dans l'hypothèse où l'entité ou la personne physique figurerait sur une liste de sanctions, entrez-vous ou poursuivez-vous la relation d'affaires ? Le cas échéant, veuillez détailler.

☐ Oui ☒ Non

Cliquez et entrez le texte ici

8. FORMATION

Votre institution procède-t-elle à une formation sur les thèmes de la lutte contre le financement du terrorisme, la fraude et la corruption ?

☒ Oui ☐ Non

Veillez détailler, si nécessaire

▶ Si non, envisagez-vous de dispenser de telles formations et à quelle échéance ?

☐ Oui ☐ Non

Cliquez et entrez le texte ici

▶ Si oui, à quel public sont adressées ces formations (responsables, tout public...) et à quelles fréquences sont-elles dispensées ?

Tous les salariés, dès leur prise de fonction.

Tous les personnes impliquées dans un projet, dès la mise en place du projet.

Des formations ponctuelles peuvent être organisées à l'attention de tout le personnel de l'organisation en cas de modification majeure de la procédure et/ou de besoins remontés par les managers.

Votre institution procède-t-elle à une formation en lien avec le Manuel de Procédures couvrant notamment les aspects comptabilité, gestion de trésorerie/budgétaire, achats, etc. ?

▶ Si non, envisagez-vous de dispenser de telles formations et à quelle échéance ?

☒ Oui ☐ Non

Des formations régulières sont dispensées, à chaque mise à jour du manuel ou pour chaque nouvel employé concerné.